

LE DEVOIR



LES SPORTS

Un record de 26 buts lors
du match des étoiles

Page B 4

LE MONDE

Sharon apparaît
invincible face à Barak

Page A 5

VOL. XCII N° 23

LE LUNDI 5 FÉVRIER 2001

87c + TAXES = 1\$

Sécurité alimentaire: le Canada doit faire mieux

Un groupe d'experts
réclame plus
d'indépendance
de la part du fédéral

JUDITH LACHAPELLE
LE DEVOIR

Le Canada ne devrait pas se fier uniquement aux promesses d'innocuité de l'industrie lorsque celle-ci dépose un organisme génétiquement modifié (OGM) dans son assiette. Les organismes de réglementation gouvernementaux doivent se doter de règles claires et rigoureuses ainsi que de comités d'experts indépendants et transparents pour évaluer eux-mêmes les risques potentiels que les OGM présentent pour la santé humaine, animale et environnementale. Telles sont les principales recommandations qui ressortent à la lecture du rapport du Groupe d'experts sur l'avenir de la biotechnologie alimentaire pour le gouvernement fédéral. Le Groupe a été mandaté l'an dernier pour «donner à Santé Canada, à

VOIR PAGE A 8: SÉCURITÉ

LES ACTUALITÉS

Legault sème l'inquiétude
dans les universités

page A 3

Mort du compositeur Iannis Xenakis

Le génie de la transcendance

Grec (mais aujourd'hui son coin de pays natal est roumain), étudiant athénien, révolté et révolutionnaire, résistant convaincu au point d'épouser maquis et armes, d'en rester borgne et défiguré, réfugié, apatride, condamné à mort par contumace, architecte, ingénieur et informaticien, Français, Grec à nouveau avec les changements de régime (et Melina Mercouri), de la diffamation jusqu'à la gloire comme alpha et oméga d'une trajectoire. Un film à l'eau de rose américain pensez-vous. Non: la vie d'un des compositeurs les plus marquants et indépendants du XX^e siècle, Iannis Xenakis, qui vient de s'éteindre à Paris hier matin.



Iannis Xenakis photographié à Montréal en 1979

FRANÇOIS
TOUSIGNANT

Le Pavillon de la France à l'Expo 67, vous vous en souvenez, avec ces miroirs, cette fontaine en bas, ces fils pleins d'ampoules vertes, roses, bleues et blanches et cette musique qui fait vivre tout cela. Celle de Iannis Xenakis. Choc pour toute

une génération de Québécois, inspiration et ouverture pour bien d'autres. Il appelait cela le Polytope de Montréal, un peu comme sa collaboration avec Le Corbusier et Varèse l'avait amené à travailler au Pavillon Philips, à Bruxelles en 1958, et, en 1975, au Polytope de Beaubourg, grande tente rouge où le dessin architectural rejoignait la conception des jeux de lumières et fondait la musique.

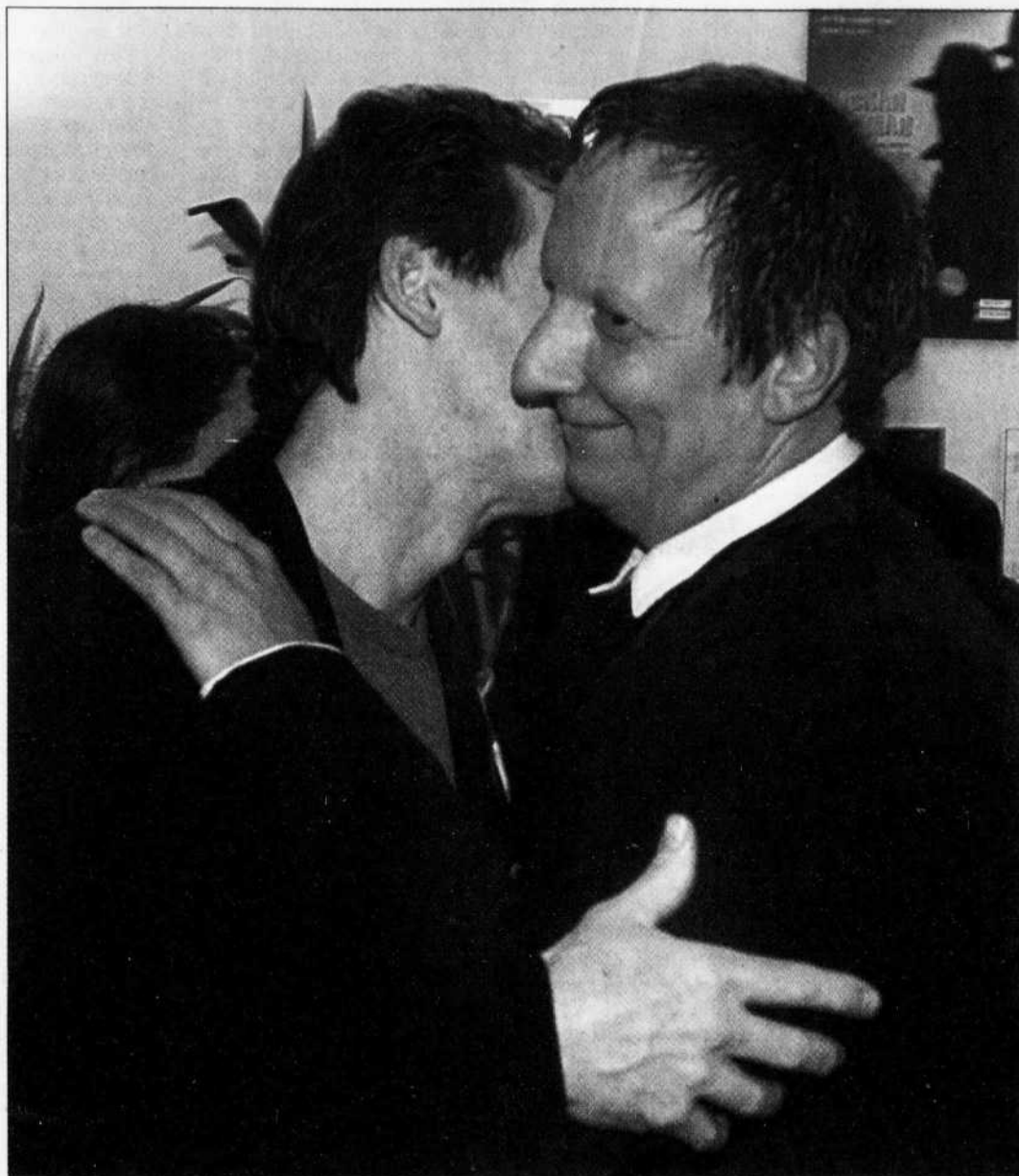
Les dictionnaires vous renverront à ses études, sa passion de Platon, de la stochastique, de l'informatique sous tous ses angles comme génératrice de moyens pour arriver à des fins musicales. On cite des œuvres marquantes — il y en a beaucoup! —, des dates, tout l'ordinaire de l'obituaire de circonstances. Xenakis transcende tout cela.

VOIR PAGE A 8: XENAKIS

INDEX

Annonces..... B 5	Mots croisés..... B 5
Actualités..... A 2	Météo..... B 5
Avis publics..... B 3	Planète..... B 2
Culture..... B 8	Religions..... B 6
Éditorial..... A 6	Science..... B 1
Idées..... A 7	Sports..... B 4
Monde..... A 5	Télévision..... B 7

La soirée Lepage



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Robert Lepage a été récompensé quatre fois hier soir pour sa pièce *La Face cachée de la lune*.

La face dévoilée des Masques

Robert Lepage remporte quatre prix
avec *La Face cachée de la lune*

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

On attendait une lutte serrée entre *L'Odyssée* et *La Face cachée de la lune*. On l'a eue. Et c'est finalement le dernier *one man show* de Robert Lepage qui a remporté le plus de prix lors de la septième Soirée des Masques, la distribution annuelle des récompenses du milieu théâtral, organisée hier, à Montréal. L'Académie québécoise du théâtre honoraît les productions de la saison 1999-2000 en distribuant 24 prix. A elles seules, au total, *L'Odyssée* et *La Face cachée de la lune* en ont décroché sept, dans une distribution par ailleurs bien équilibrée entre les autres productions.

Le solo du plus célèbre homme de théâtre canadien cumule quatre récompenses dont celles des prestigieuses catégories du Texte original et de la Mise en scène. Il remporte aussi les honneurs dans les catégories Production «Québec» et Conception du décor, également signée par le multidisciplinaire des planches. La pièce racontant la relation tumultueuse de deux frères au chevet de leur mère, sur fond de course à la lune, a été coproduite par la compagnie de Robert Lepage (Ex Machina), le Théâtre du Trident, où elle était présentée l'hiver dernier et des partenaires institutionnels de Toronto, Londres et New York. *La Face cachée*

VOIR PAGE A 8: MASQUES

Du cochon «au noir» au porc «vert»

Québec signe avec
les producteurs
un protocole sur
«l'écoconditionnalité»

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Québec et la Fédération des producteurs de porcs du Québec ont signé hier une convention historique en s'engageant à amorcer ensemble d'ici six mois dans la province la production de «porcs verts», c'est-à-dire d'assujettir la production porcine, la plus controversée de toutes, au principe de «l'écoconditionnalité», réclamé par les écologistes et les experts depuis 10 ans.

On entend par «écoconditionnalité» le fait que les régimes publics «d'aide gouvernementale aux agriculteurs et de sécurité du revenu soient assujettis au respect des normes environnementales», a précisé lui-même le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Rémi Trudel.

«La production porcine doit prendre le virage vert», a déclaré le ministre de l'Agriculture, qui a même évoqué la nécessité d'un virage «vert foncé» compte tenu des crises qui secouent à répétition plusieurs milieux ruraux du Québec aux prises avec une augmentation croissante de cette «production à haut risque» pour la qualité des eaux et la santé humaine.

La convention signée hier par le ministre et le président de la Fédération des producteurs de porcs du

VOIR PAGE A 8: PORC

CULTURE

L'espion rouge de la reine et les toiles noires du MBAC

Le conseiller artistique de la reine Elizabeth II, démasqué à la fin des années 1970 comme un espion au service du KGB, a fait acheter au Musée des beaux-arts du Canada de nombreuses œuvres dont un Poussin désattribué après son achat et deux autres toiles de maîtres du XVII^e siècle, peut-être volées à des collectionneurs européens pendant la période nazie. L'affaire embarrassante concernant Anthony Bunt était révélée hier par le *Sunday Telegraph*, de Londres.

■ À lire en page B 8

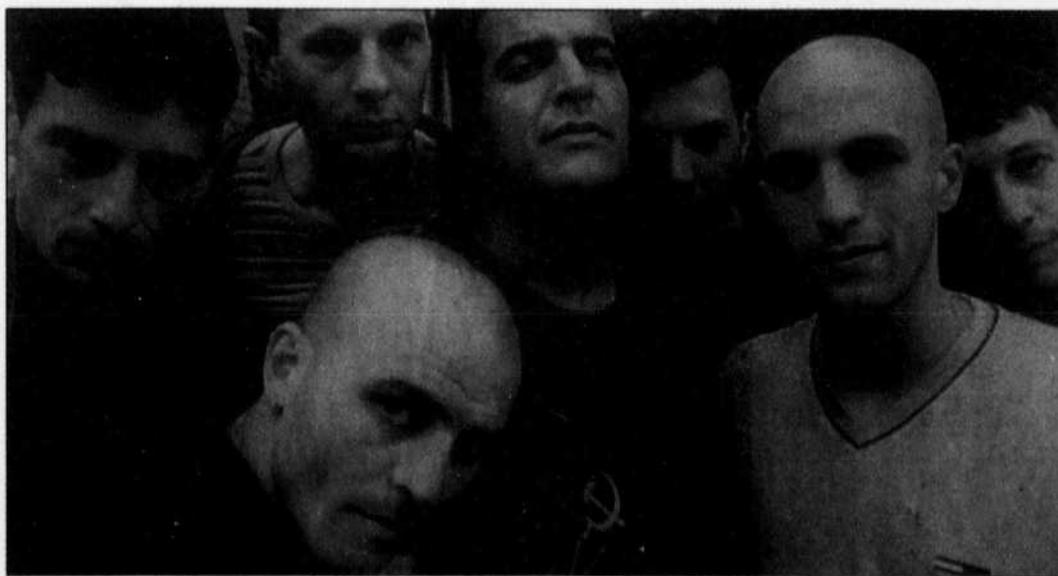
La politique autrement, musique en prime

Zebda, le groupe le plus populaire de France, appuie une liste
qui obtient 12 % dans les sondages aux municipales toulousaines

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

C'est comme si, aux élections de 1998, Les Colocs avaient appuyé le Rassemblement pour une alternative politique et que, à côté de l'ineffable Michel Chartrand dans Jonquière, Dédé Fortin s'était porté candidat dans Mercier afin de donner une voix aux sans-voix et se réapproprié l'espace démocratique au nom de valeurs de solidarité, de métissage et de justice sociale. Pour faire de la politique autrement.

Ce scénario est en train de se produire. Mais à Toulouse, dans le sud-ouest de la France. Zebda, le groupe le plus populaire du pays au dernier gala des Victoires de la musique, grâce à son succès *Tomber la chemise* (un million de disques vendus en plus des 750 000 exemplaires de l'album *Essence ordinaire*), appuie une liste de candidats aux élections municipales des 11 et 18 mars prochain.



POLYGRAM JONATHAN MANNION

Zebda rassemble des musiciens d'origine kabyle et des Toulousains du terroir.

La méthode fonctionne: au dernier sondage publié en janvier par la *Dépêche du midi*, le quotidien local, la liste «Motivé-e-s» fait 12 %

des intentions de vote, en troisième position devant les Verts. Pourtant, Motivé-e-s ne fait ni publicité ni campagne de porte-à-

porte. L'organisme crée des moments de rassemblements: trois

VOIR PAGE A 8: ZEBDA

LES ACTUALITÉS

Début de la tournée des régions

Bernard Landry plaide longuement pour la souveraineté

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Saint-Jean-de-Matha — La souveraineté du Québec n'est pas un projet contre le Canada mais pour les Québécois, a affirmé hier le vice-premier ministre, Bernard Landry.

Le candidat à la direction du Parti québécois était de passage dans la région de Lanaudière, où il inaugurerait une tournée qui le mènera dans une quinzaine de régions du Québec.

«Je ne cacherai pas la vérité: je ne dirai pas que le Québec est une société distincte, quand il forme une nation. C'est rendre service à nos compatriotes du Canada anglais que de leur dire la vérité», a déclaré le ministre des Finances devant quelque 500 partisans entassés dans une salle communautaire de Saint-Jean-de-Matha.

M. Landry, qui deviendra vraisemblablement le successeur de Lucien Bouchard en mars prochain, a fait un plaidoyer sans

équivoque en faveur de la souveraineté du Québec.

«Les jeunes vivent une situation extraordinaire. Se donner un pays est une des tâches les plus exaltantes que la jeunesse puisse avoir. Ce pays, ils le feront à leur image», a dit M. Landry.

Il a rappelé que les dirigeants québécois avaient depuis deux décennies «dépensé un temps inacceptable à lutter contre le système manifestement bloqué du fédéralisme canadien. La cause a été entendue».

M. Landry a soutenu que le Québec forme une nation et qu'à ce titre, il a droit à une pleine égalité avec les autres nations de la terre, «pas une égalité avec le Manitoba ou la Saskatchewan».

Le Québec ne forme pas une «nation ethnique», a aussi noté le ministre. Cette nation est façonnée par beaucoup d'apports: les francophones et les Amérindiens, mais aussi les Irlandais et toutes les autres communautés qui se sont jointes par la suite.

Il a rappelé qu'il avait lui-même

des ancêtres acadiens venus après la déportation de 1755. «Nous profitons tous de ce mélange», a-t-il dit.

Longtemps les Québécois francophones ont été assimilés à des «Canadiens» par opposition aux anglophones, a-t-il dit. Mais le terme est aujourd'hui équivoque et il convient de le remplacer par celui de Québécois.

Pour illustrer cette équivoque, M. Landry a raconté que, de passage à Rome il y a quelques années, il avait rencontré un groupe de religieuses dont l'une lui avait dit: «Nous sommes toutes des Canadiennes, sauf une qui vient de Calgary.»

Le vice-premier ministre s'est servi de l'exemple du prochain Sommet des Amériques, qui réunira à Québec 34 chefs d'Etat et de gouvernement, pour illustrer la discrimination dont serait victime le Québec: son premier ministre ne pourra pas y prendre la parole.

«Ce doit être la dernière fois qu'on est exclu du siège qui doit être le nôtre dans le monde», a-t-il dit.

Il a cité plusieurs exemples de réussites de Québécois, tant dans le secteur privé, comme Bombardier ou Quebecor, que dans le secteur public, comme la Caisse de dépôt et placement, ou dans le secteur coopératif, comme le Mouvement Desjardins.

L'Irlande est un petit pays comme le Québec, qui a réussi récemment à se hisser aux premiers rangs en dépassant la Grande-Bretagne au niveau de la richesse par habitant, a-t-il indiqué. «Mais il nous faut d'abord faire ce qu'ils ont fait en 1917» — proclamer son indépendance.

M. Landry poursuivra sa tournée ce soir, à Rock Forest, puis mardi à Rimouski, avant de présider mercredi la réunion du conseil des ministres en l'absence de Lucien Bouchard, en tournée en Europe.

Il doit aussi prononcer l'éloge funèbre lors de la cérémonie d'adieu au pionnier de la souveraineté André d'Allemagne, demain après-midi à Montréal.

Élections partielles au Nouveau-Brunswick

Camille Thériault a beaucoup à perdre

PRESSE CANADIENNE

Fredericton — Le leader libéral du Nouveau-Brunswick, Camille Thériault, a beaucoup à perdre dans les deux élections partielles qui se tiendront aujourd'hui dans le nord du Nouveau-Brunswick.

Les élections auront lieu dans les circonscriptions de Caraquet et de Campbellton, afin de combler les sièges laissés vacants par deux députés libéraux qui ont quitté la politique provinciale.

Si les libéraux de Camille Thériault ne parviennent pas à conserver les deux sièges, les analystes croient que l'ex-premier ministre subira de fortes pressions pour démissionner et laisser sa place à un nouveau leader.

«Le résultat de ces élections n'aura pas tellement d'importance pour

le premier ministre» [conservateur, Bernard Lord], soutient Condé Grondin, professeur de science politique à la retraite, jadis proche du Parti libéral. «S'il [M. Lord] perd les deux sièges, ce sera le statu quo, alors que si Camille [Thériault] perd, cela pourrait remettre en question son leadership.»

Agé de 45 ans, M. Thériault est leader du Parti libéral depuis 1988. Après 12 ans au pouvoir, les libéraux ont été défaits en 1999 par le Parti progressiste-conservateur dont le leader, Bernard Lord, âgé de 34 ans, promettait des baisses d'impôt et de meilleurs soins de santé.

L'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick compte 55 sièges, dont 44 sont détenus par les conservateurs, huit par les libéraux et un par les néo-démocrates. Deux sièges sont vacants.

La calotte glacière de l'Antarctique est en train de fondre

LOUIS-GILLES
FRANCOEUR
LE DEVOIR

Une équipe de chercheurs britanniques vient de démontrer qu'une portion importante des glaces qui recouvrent le continent antarctique est en train de disparaître, un phénomène que les chercheurs estimaient jusqu'ici limité à la calotte du pôle Nord.

Grâce à des mesures par satellite, les scientifiques ont établi que l'épaisseur de la partie ouest de la calotte antarctique a perdu l'équivalent de 31 kilomètres cubes d'eau, ce qui, disent-ils, exigera rapidement d'autres mesures pour déterminer si cette réduction est constante ou s'accélère. Les mesures effectuées jusqu'ici par l'équipe britannique indiquent que le phénomène a atteint un taux jugé significatif.

L'équipe britannique, formée de chercheurs du University College London et du British Antarctic Survey, de Cambridge, a publié les résultats de ses recherches dans la revue *Science*.

Les scientifiques attribuent le phénomène à des changements survenus dans le taux d'écoulement du glacier Pine Island, le plus important de la partie ouest de l'Antarctique. Ce glacier, d'une épaisseur d'environ 2,5 kilomètres, part de l'intérieur du continent de glaces, glisse sur le sol rocheux enfoncé de ce conti-

nent, écrasé par les glaces sous le niveau de la mer, pour s'écouler en direction de l'océan. Après avoir cartographié les mouvements du glacier géant, une première scientifique, les chercheurs ont déterminé qu'il avait perdu 10 mètres d'épaisseur en quelques années, soit quatre milliards de tonnes par année, ou l'équivalent d'un relèvement des océans de 0,01 mètre.

Le poids du glacier diminuant en raison de cette perte annuelle, les chercheurs ont réalisé que le point de rencontre entre la glace, la mer et le lit rocheux du continent s'était déplacé de cinq kilomètres entre 1992 et 1996, de sorte qu'à ce rythme, le glacier pourrait commencer à flotter dans... 600 ans, ce qui accélérerait sa fonte et aurait de profondes répercussions sur le climat.

Les chercheurs ont précisé que leurs constatations vont de pair avec les prédictions sur le réchauffement du climat. Et, ajoutent-ils, le mégaphénomène ne peut pas être attribué à la température du sol du continent, trop profondément gelé sous les glaces.

La gigantesque calotte qui recouvre l'Antarctique est si épaisse que sa fonte pourrait relever le niveau des mers de 30 à 40 mètres, comparativement à un mètre pour la fonte de la calotte nordique. Ses glaces emprisonnent plus de 70 % des eaux douces présentes sur la planète.

Rejets atmosphériques

Forex OSB devra payer 70 000 \$ d'amendes

LE DEVOIR

La scierie Forex OSB de Saint-Michel-des-Saints devra payer 70 000 \$ en amendes et frais juridiques pour avoir dérogé aux normes sur les rejets atmosphériques et aux règles sur l'entreposage de ses copeaux, définies dans son certificat d'autorisation.

La scierie a reconnu sa culpabilité le 16 janvier à quatre infractions qui remontaient à 1998.

Le 26 mars 1998, Forex OSB contrevenait à l'article 20 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) en rejetant à l'air libre des matières particulières, cendres et fumées, en concentrations supérieures aux normes prévues à l'article 24 du Règlement sur la qualité de l'atmosphère.

D'autre part, les 9 juillet, 21 octobre et 26 novembre de la même année, Forex était prise en flagrante contravention aux conditions de son certificat d'autorisation. Ce document, qui spécifie les modalités de ses opérations et qui a force de loi au même titre qu'un règlement, stipulait les conditions d'entreposage de ses copeaux.

Cette société devra donc déboursier une amende de 70 000 \$, plus les frais, soit 25 000 \$ pour la première infraction et 15 000 \$ pour chacune des trois dernières. L'entreprise a par ailleurs déboursé d'importantes sommes pour effectuer les travaux de restauration de son usine, exigées par le ministère de l'Environnement afin de régulariser sa situation.

Roger Grimes devient premier ministre de Terre-Neuve

PRESSE CANADIENNE

Mount Pearl, T.-N. — L'ex-ministre de la Santé de Terre-Neuve, Roger Grimes, a été élu samedi chef du Parti libéral de la province. Il remplacera le premier ministre démissionnaire Brian Tobin, qui est retourné l'automne dernier dans l'arène politique fédérale.

Lors du congrès au leadership qui avait lieu samedi soir, M. Grimes a défait, par seulement 14 voix au second tour de scrutin, l'ex-ministre des Pêcheries John Efford.

Il s'agit donc d'un autre premier ministre provincial à être élu par les seuls membres du parti, à la suite de la démission du chef.

Au Québec, le premier ministre Lucien Bouchard a annoncé en jan-

vier qu'il quitterait son poste dès que le Parti québécois lui aura trouvé un successeur. Le vice-premier ministre Bernard Landry est déjà en campagne.

Et il y a une semaine, en Saskatchewan, Lorne Calvert, un autre ex-ministre provincial de la Santé, a été élu chef du Nouveau Parti démocratique de la province. Il succédera bientôt au démissionnaire Roy Romanow à titre de premier ministre.

Des élections générales sont prévues au printemps en Colombie-Britannique et en Alberta. Le néo-démocrate Ujjal Dosanjh et le conservateur Ralph Klein devraient tenter de s'y faire réélire au poste de premier ministre.

Dès le départ de Brian Tobin il y a trois mois, Roger Grimes avait

pris les devants dans la course à la direction et bénéficiait du soutien de l'établissement du parti.

Élu pour la première fois à la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve en 1989, il a été adjoint parlementaire du premier ministre Clyde Wells avant d'entrer au cabinet ministériel, en 1991.

Depuis lors, M. Grimes s'est forgé une réputation de travailleur infatigable qui ne craint pas les affrontements.

Durant le règne de Brian Tobin, il a dirigé plusieurs ministères difficiles, dont celui de l'Énergie à l'époque où son gouvernement négociait avec le géant du nickel Inco la mise en exploitation du gisement de Voisey's Bay, au Labrador.

Les pourparlers ont été rompus en janvier 2000 quand le premier

ministère Tobin a exigé que la société minière s'engage, en échange d'un permis d'exploitation, à transférer à Terre-Neuve tout le minerai extrait.

Samedi, Roger Grimes a affirmé que la position de la province resterait la même. En fait, le nouveau premier ministre est un négociateur impitoyable. Il a réduit les dépenses dans les soins de santé et a pris de front infirmières, enseignants et travailleurs sociaux.

Il a ensuite mené avec succès une campagne en faveur de la déconfessionnalisation des écoles.

M. Grimes n'entend pas déclencher d'élections générales avant 2003, ce qui lui laissera amplement le temps de se faire connaître et de peaufiner son image.

EN BREF

Fuite d'ammoniac

(PC) — Environ 1300 personnes évacuées à la suite d'une fuite d'ammoniac attendaient impatiemment, hier, de savoir si elles devraient passer une deuxième nuit à l'extérieur de leur foyer. Les équipes de nettoyage ont éprouvé des problèmes en tout

début de journée, lorsqu'elles ont tenté de soulever un wagon-citerne endommagé qui a versé 75 tonnes d'ammoniac anhydride à la suite d'un déraillement dans un quartier industriel, vendredi. Elles ont dû abandonner la partie lorsque des vapeurs toxiques ont recommencé à se dégager du wagon.

Québec Ministère de l'Éducation

RAPPEL

Perfectionnez votre anglais

Le ministère de l'Éducation du Québec en collaboration avec le Central Bureau du British Council offre 30 postes d'assistant de langue française au Royaume-Uni à l'intention des étudiants et étudiants universitaires du Québec

Rôle : animer des groupes d'adolescents dont la langue maternelle n'est pas le français et assister l'enseignant responsable des cours de français, environ 12 heures/semaine

Durée : de 8 à 9 mois

Allocation : environ 10 000 \$ pour le séjour

PRINCIPALES CONDITIONS:

- être étudiant à plein temps dans une université du Québec
- avoir sa résidence permanente au Québec
- être citoyen canadien

Date limite: VENDREDI 9 FÉVRIER 2001

Consultez le site Internet ministère de l'Éducation www.meq.gouv.qc.ca/DAIC

- pour obtenir plus de renseignements
- pour obtenir les formulaires d'inscription
- pour connaître le nom de la personne responsable à votre université

loto-québec

GAGNANTS		LOTS	
6/6	1	10 000 000,00 \$	
5/6+	6	159 177,20 \$	
5/6	352	2 170,60 \$	
4/6	20 007	73,20 \$	
3/6	376 806	10,00 \$	
Ventes totales: 22 522 556 \$		Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$	

GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	1	50 000,00 \$	
5/6	31	500,00 \$	
4/6	1 959	50,00 \$	
3/6	33 366	5,00 \$	
Ventes totales: 725 712,00 \$			

GAGNANTS		LOTS	
7/7	0	15 000 000,00 \$	
6/7+	3	163 537,80 \$	
5/7	152	2 824,20 \$	
6/7	10 096	151,80 \$	
4/7	215 404	10,00 \$	
3/7+	200 492	10,00 \$	
3/7	1 792 985	partic. gratuite	
Ventes totales: 26 456 256 \$		Prochain gros lot: 19 000 000 \$	

GAGNANTS		LOTS	
7/7	0	15 000 000,00 \$	
6/7+	3	163 537,80 \$	
5/7	152	2 824,20 \$	
6/7	10 096	151,80 \$	
4/7	215 404	10,00 \$	
3/7+	200 492	10,00 \$	
3/7	1 792 985	partic. gratuite	
Ventes totales: 26 456 256 \$		Prochain gros lot: 19 000 000 \$	

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Le jeu doit rester un jeu

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC



REER Desjardins

Mon argent travaille pour mon avenir.

Offrez-vous rendement et souplesse! Le DUO REER Desjardins combine le potentiel de rendement supérieur des marchés internationaux de l'Épargne à terme Gestion active et un taux exceptionnel garanti sur une Épargne rachetable. Cette dernière peut être réinvestie en tout temps pour profiter des occasions du marché. Demandez tous les détails à votre conseiller Desjardins.

6,50%*

www.desjardins.com
1 800 CAISSES

*Taux de l'épargne rachetable de 14 mois, sujet à changement sans préavis, lorsque ce placement est jumelé à une Épargne à terme Gestion active de 5 ans. Les primes sont non cumulatives. Offre d'une durée limitée pour un investissement minimal de 10 000 \$. Autres DUOS offerts pour un investissement minimal de 5 000 \$.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

La Foire des villages au Marché Bonsecours



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

On se bousculait hier au Marché Bonsecours pour humer l'air de la campagne. Même la très célèbre Marguerite Bourgeoys était de cette grande fête de la Foire des villages, courue par des milliers d'urbains en quête d'oxygène.

Un dimanche à la campagne

Quand le rat des villes rencontre le rat des champs

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

On se marchait sur les pieds hier au Marché Bonsecours pour squatter, l'espace d'un moment, un lopin de terre en campagne. Tous stands ouverts, la Foire des villages a attiré à Montréal ce week-end des milliers d'urbains en quête de nature, mais surtout déboulonné plus d'un mythe sur la bucolique vie à la campagne.

Organisée par Solidarité rurale du Québec, la Foire des villages — une occasion de marquer les dix ans des États généraux du monde rural — abritait plus d'une cinquantaine de MRC et de centres locaux de développement, venus vanter les mérites de la vie en région rurale. Produits du terroir et artisans de toutes sortes étaient de ce sommet inédit entre rats des villes et rats des champs qui, il faut le dire, a donné lieu à toutes sortes de découvertes. Plusieurs citadins, venus glaner une destination-vacances ou un idyllique lieu de retraite, ont vu quelques-uns de leurs clichés s'envoler en fumée. «On se rend compte que les Québécois connaissent très mal le monde rural. Nous ne sommes pas juste des lieux de villégiature, de vacances, ou de retraite mais aussi des lieux de vie et de travail», a souligné hier Marie-Anne Rainville, directrice des affaires publiques à Solidarité rurale du Québec.

Résolus à présenter le milieu rural comme un milieu de vie, plusieurs MRC ont souvent eu plus à répondre aux questions d'urbains en quête de chalets ou de fermettes champêtres qu'à ceux planifiant un réel retour à la terre. La campagne n'est pas qu'affaire de cigales et de paquerettes où l'on se la coule douce, un brin d'herbe entre les dents, affirme Mme Rainville. D'ailleurs, le maire de Cacouna, dont la MRC tenait stand, avait

plus que le fleuve et ses couchers de soleil à offrir aux citadins qui s'empressaient dans l'étroite allée centrale du marché. Cette petite ville brandissait fièrement ses 500 emplois en haute technologie aux Montréalais rêvant d'un divorce urbain.

Méconnaissance du milieu rural

Cette méconnaissance du milieu rural explique peut-être le fait que près de 20 % des gens qui décident de vivre un «retour à la terre» échouent, dit-elle. «Peu de gens perçoivent les régions comme étant des fournisseurs d'emploi, même si plusieurs d'entre elles le sont. Bien sûr il y a des régions amochées par le chômage, mais ce n'est pas le cas partout», insiste Mme Rainville.

Ainsi, les Montréalais ont pu savoir qu'on peut très bien gagner sa vie hors de la ville autrement qu'en faisant pousser de la luzerne. Et cela, en Estrie, dans Lotbinière ou dans Bellechasse, plusieurs régions en situation de sur-emploi dans des domaines autres que l'agriculture.

L'idée voulant que le Québec des régions soit une grande terre agricole est totalement biaisée, ajoute la porte-parole de Solidarité rurale. L'agriculture et le vaste secteur agro-alimentaire n'occupent que trois ruraux sur 10. Faites le compte, sept autres vaquent à toutes sortes d'occupations ayant peu à voir avec la pelle et la pioche. Plus encore, la production agricole n'est le gagne-pain que d'un campagnard sur dix. Pas de quoi fouetter une vache...

Que ce soit pour confirmer leurs clichés ou y découvrir le visage d'une campagne insoupçonnée, les Montréalais se sont bousculés au portillon et ont dû faire le pied de grue une bonne demi-heure à la porte de cette très courue Foire des villages avant de pouvoir prendre... la clé des champs.

Suspension des contrats de performance dans les universités

Les recteurs craignent le pire

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD
LE DEVOIR

Percevant le spectre des compressions derrière la décision du ministère de l'Éducation de suspendre toute nouvelle signature de contrat de performance, les recteurs d'université préviennent le gouvernement qu'un retour sur sa promesse de réinvestissement mettrait en péril la santé financière et intellectuelle de leurs établissements.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) avertit de même Québec qu'elle «n'acceptera pas» d'éventuelles compressions en éducation, que le ministère de l'Éducation refuse d'ailleurs toujours de commenter, se bornant à préciser qu'il est en train d'effectuer la revue des programmes et des crédits budgétaires pour l'année à venir.

«L'hypothèse de compressions à laquelle le gouvernement semble être en train de travailler est une hypothèse tout à fait inacceptable», a expliqué hier François Tavenas, président de la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ), réagissant à la décision du MEQ de mettre en vigueur un nouveau contrat de performance.

Après avoir vu circuler depuis peu des rumeurs persistantes concernant des compressions de l'ordre de 400 millions dans le secteur de l'éducation, les recteurs ont reçu jeudi dernier du cabinet du ministre François Legault une indication quant à l'interruption des négociations entourant la signature des contrats de performance. «Je n'arrive pas à croire que ce qui arrive en ce moment puisse signifier que le gouvernement revient sur tous ses engagements concernant l'enseignement supérieur et l'éducation», ajoutait hier M. Tavenas, visiblement estomaqué par la nouvelle.

Invités depuis un an à mettre le pied dans la ronde des

contrats de performance, les universités voient contre toute attente leur partenaire ministériel freiner la cadence, sans même qu'on leur précise les raisons exactes motivant l'arrêt des manœuvres, ce qui donne beaucoup de poids à l'hypothèse des réductions budgétaires.

«Pour le moment, il n'y aura pas d'autre signature de contrat de performance», a répété à plusieurs reprises hier Nicolas Girard, attaché de presse du ministre Legault, n'exposant pas davantage les motivations du ministère. «Au gouvernement, nous sommes en train de faire la revue des programmes et l'examen des crédits budgétaires», a-t-il ajouté, sans toutefois convenir d'un lien entre l'une et l'autre déclaration.

Pour le président de la CREPUQ, l'hypothèse de nouvelles compressions est tout simplement «inacceptable»

La CREPUQ promet une vaste mobilisation des divers acteurs du milieu universitaire pour contrer quelque intention que ce soit du gouvernement d'effacer ses promesses d'investissement issues du Sommet du Québec et de la jeunesse, en février dernier. «Toutes les universités, qu'elles aient ou non signé leur contrat de performance, opèrent cette année sur des budgets de réinvestissement», explique François Tavenas. «Ça veut dire que dans l'hypothèse où on nous couperait les vivres, les universités verraient leur situation générale se détériorer considérablement. On serait tous en danger, soit intellectuel, soit financier.»

À l'Université de Sherbrooke, l'un des quatre établissements ayant déjà paraphé le contrat de performance avec le ministre Legault, l'inquiétude était déjà palpable dans les couloirs cette semaine, relatait hier le recteur Pierre Reid. «On a vraiment l'impression qu'on retourne à la case départ, qu'on revient à cet éternel dilemme qui oppose la santé à l'éducation. Est-ce qu'on va vraiment revenir sur ce débat, qui avait été résolu il me semble au

Sommet du Québec et de la jeunesse et où on avait décidé de remettre en jeu le minimum vital pour que nos universités se battent sur l'échiquier international?»

Au delà de cette «incohérence supprême», Pierre Reid s'interroge sur la démarche du ministère de l'Éducation, qui promet d'abord de nouvelles sommes, convainc ensuite les universités de signer des contrats les obligeant à une façon d'utiliser ces sommes et puis revient lui-même sur ses engagements. «Il n'y a rien de plus démobilisant comme message.»

À la FEUQ, la «colère des

jeunes est indescriptible», explique le président Christian Robitaille, qui affirme que dans une communication téléphonique cette semaine avec le cabinet du ministre, on lui a clairement laissé entendre que «des compressions étaient inévitables». «Nous sommes déjà sur le pied de guerre, il est très certainement question de moyens de pression pour nous», ajoute-t-il, précisant que l'interlocuteur visé est Bernard Landry. «Est-ce que M. Landry veut à ce point ses baisses d'impôt qu'il est prêt à bafouer tous ses engagements auprès de la jeunesse?»

Mal à l'aise, le ministre Legault confirme tout

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Saint-Jean-de-Matha — Le ministre de l'Éducation, François Legault, a suspendu la signature des contrats de performance avec les universités du Québec.

Un peu piteux, M. Legault l'a avoué hier, alors qu'il participait à une assemblée publique de Bernard Landry dans Lanaudière. «Compte tenu de la revue budgétaire actuelle, j'ai suspendu ces contrats», a dit le ministre.

Quatre de ces contrats avaient déjà été signés — avec les universités de Montréal, de Sherbrooke, McGill, et avec l'École de technologie supérieure. D'autres contrats devaient être signés au cours des prochains jours avec d'autres établissements d'enseignement supérieur.

Ces contrats forçaient les établissements à améliorer leur performance, notamment en augmentant le taux de diplômés de leurs élèves. En échange, les signataires voyaient leur subven-

tion augmenter considérablement, ce qui facilitait leur équilibre budgétaire.

M. Legault ne savait même pas si les contrats déjà signés seraient respectés. Une des clauses de ces contrats prévoit que le tout est sujet à la disponibilité des fonds. «Il y a des choix difficiles à faire, il y a des priorités inconciliables», a dit le ministre de l'Éducation.

Cette décision mine-t-elle la crédibilité du ministre auprès des universités? «Je ne crois pas. Il reste que ces choix sont des choix du conseil des ministres et du gouvernement. Ils ne relèvent pas seulement du ministre de l'Éducation», a dit M. Legault.

Quand un journaliste lui a demandé s'il n'était pas préférable de couper dans l'asphalte plutôt que dans les écoles et les universités, le ministre a refusé de discuter des choix budgétaires du gouvernement. Les données budgétaires finales seront connues quand le gouvernement publiera ses crédits, avant le 1^{er} avril, a-t-il conclu.

Radisson
Hôtel Québec
Centre

**2 séjours =
1 nuit gratuite**

Le Radisson Hôtel Gouverneur Québec devient le Radisson Hôtel Québec Centre. Redécouvrez ce grand hôtel fraîchement rénové. Nouveau décor, nouveau nom, confort amélioré.

Faites des affaires d'or à Québec avec notre promotion spéciale de 10 000 «Gold Points». Après deux séjours, vos points sont échangeables pour: une nuitée gratuite, 5000 milles Aéroplan, ou plus encore. Adhérez au programme Gold Rewards. Nuitées gratuites. Des primes en or.

Radisson

CENTRE-VILLE DE QUÉBEC
Radisson Hôtel Québec Centre
690, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) Canada G1R 5A8
Téléphone : (418) 647-1717
Télécopieur : (418) 647-2146
www.radisson.com/quebeccityca
1-800-333-3333 ou communiquez
avec votre agence de voyage

*Selon disponibilité, en vigueur jusqu'au 31 mars 2001.
*Recevez 10 000 points Gold Rewards par séjour.
Informez-vous pour connaître les détails de la promotion.

**Un prof,
ça compte
pour
qu'éclatent
les
passions**

Le ministère de l'Éducation, avec la collaboration de la Fédération des comités de parents du Québec, la Fédération des syndicats de l'enseignement, le Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec et la Fédération des commissions scolaires du Québec, encourage les établissements d'enseignement à participer à la Semaine des enseignantes et des enseignants qui se déroule du 4 au 10 février 2001.

En cette Semaine des enseignantes et des enseignants, le Ministère et ses partenaires reconnaissent de façon particulière tout le travail et toute l'énergie investis au profit des élèves, jeunes et adultes. Ceux-ci sont entre bonnes mains, et nous savons que le Québec de demain pourra compter sur une population bien formée et prête à relever des défis.

**La Semaine des enseignantes
et des enseignants
du 4 au 10 février 2001**

Québec
Ministère
de l'Éducation

Fédération
des syndicats
de l'enseignement (CSO)

ICPIQ

**Pierre
CHASTELLAIN S.J.**
Traduction, introduction et notes par
**Joseph
HOFBECK**
**L'âme éprise du
Christ Jésus**

Premier livre de spiritualité
écrit au Canada, par le
directeur spirituel des
Martyrs canadiens.

788 pages - 32,50 \$
Les Éditions
GUÉRIN
(514) 842-3441

En vente dans toutes les librairies

LES ACTUALITÉS

Jean Chrétien rencontre George Bush à Washington

Le Canada et le Mexique rivalisent pour les beaux yeux des États-Unis

RANDALL PALMER
REUTERS

Ottawa — Malgré les dénégations des représentants canadiens, la hâte presque inconvenante du premier ministre Jean Chrétien d'être le premier chef d'État étranger à rencontrer le président George W. Bush révèle une rivalité avec le Mexique et d'autres pays pour s'attirer l'attention des États-Unis.

Les conseillers de Chrétien ont fait pression pour obtenir ce qui a été surtout ressenti à Ottawa comme un prix de consolation: une rencontre aujourd'hui à Washington avant que Bush ne s'envoie pour rendre visite le 16 février au président du Mexique, Vicente Fox. Chrétien a néanmoins crié sur tous les toits que c'était une victoire pour le Canada.

«C'est un signe d'amitié», a-t-il déclaré au Parlement mercredi. «Je serai le premier chef d'État étranger à rencontrer le président des États-Unis depuis son investiture.» Mais le fait que Bush aille au Mexique pour sa première visite à l'étranger — brisant ainsi la tradition américaine d'une première visite présidentielle au Canada — reflète l'importance économique croissante du Mexique.

Les critiques de la politique canadienne affirment que la décision de Bush de se rendre au

Mexique peut aussi être due à l'affaiblissement du pouvoir militaire canadien, à ses politiques parfois teintées d'anti-américanisme et à l'affinité plus naturelle du Premier ministre libéral Jean Chrétien avec l'ancien président démocrate, Bill Clinton.

Mais mardi à Washington, le secrétaire d'État Colin Powell a présenté aux journalistes cette rivalité sous un jour assez différent. «La décision du président Bush de se rendre au Mexique pour sa première visite officielle à l'étranger témoigne sans conteste de la place spéciale qu'occupe le Mexique dans nos priorités nationales.»

Chrétien et Clinton semblaient s'apprécier mutuellement en tant que «nouveaux démocrates» et ne rataient jamais une occasion de faire une partie de golf ensemble, mais les deux nations s'affrontaient souvent sur de nombreux enjeux, dont la question de Cuba, le système de défense anti-missile et la politique céréalière.

«Depuis les sept dernières années, ce gouvernement semble prendre un malin plaisir à titiller les États-Unis», a déclaré Stockwell Day, chef de l'Alliance canadienne (opposition), qui qualifie la position d'Ottawa de trop simpliste.

«J'espère que la position partisane de ce gouvernement envers la nouvelle administration n'a pas nui à ces relations (bilatérales) en diminuant nos chances de succès alors que nous négocions tout, des subven-

tions agricoles en passant par le bois d'œuvre et les accords environnementaux.»

Conservateur sa place

«Nous devons nous battre pour conserver notre place, pas seulement avec les États-Unis partout», affirme l'ex-premier ministre et ministre des Affaires étrangères Joe Clark, aujourd'hui chef du Parti conservateur.

Clark souhaiterait ressusciter une pratique en vigueur dans les années 1980 et le début des années 1990 où était fixé un calendrier officiel de rencontres entre les principaux ministres américains et canadiens.

«Elles étaient extrêmement utiles pour garder les questions canadiennes sur l'agenda américain», dit-il. Invité à commenter la suggestion de Clark, le cabinet de Chrétien n'a pas montré beaucoup d'enthousiasme à tenir des réunions sur une base régulière.

Les deux pays ont effectivement une foule de questions à discuter, dont certaines assez pressantes. À commencer par cette entente de cinq ans limitant à huit milliards de dollars canadiens par an les exportations de bois d'œuvre canadien aux États-Unis, qui vient à expiration à la fin mars.

Le Canada veut mettre l'accent sur le libre échange dans ce secteur mais si l'accord n'est pas renouvelé, l'administration Bush subira des pressions pour que soient imposés des droits de douane sur le

bois d'œuvre canadien dont les prix sont jugés déloyalement faibles par de nombreux groupes d'intérêts américains. Cela pourrait déclencher un conflit commercial important entre les deux pays.

Chrétien — sensible à la tension politique dans l'Ouest canadien agricole où la position des libéraux est la plus faible — s'est engagé à placer en priorité sur son agenda avec Bush la nécessité de mettre un terme aux subventions agricoles américaines. «Nos agriculteurs devraient pouvoir être en concurrence selon des règles du jeu équitables», a-t-il déclaré au Parlement sous un concert d'applaudissements. «Les guerres de subventions ne sont dans l'intérêt de personne.»

La position américaine est d'éliminer les décalages qui existent dans le commerce agricole mondial mais pour cela, il faut d'abord que soit réglé le problème des subventions européennes.

Le Canada a limité son influence en refusant de rentrer dans la bataille. Un député du Manitoba a demandé jeudi à Chrétien de s'engager à augmenter les fonds accordés aux agriculteurs canadiens si Bush refusait de supprimer ses subventions, mais Chrétien a répondu que le Canada n'était «pas assez gros» pour mener ce genre de guerre. Autre question litigieuse entre Washington et Ottawa: le plan national de défense antimissile du Pentagone conçu pour faire écran aux possibles attaques de missiles contre l'Amérique du Nord.

Décès de Gilbert Trigano

L'homme qui révolutionna les vacances avec les clubs Med

NICOLE CHAVRANSKI
ASSOCIATED PRESS

Paris — Gilbert Trigano, cofondateur et ancien p.-d.g. du Club Med, est mort dans la nuit de samedi à dimanche à l'âge de 80 ans, a annoncé hier matin son fils Serge. Il sera inhumé cet après-midi au cimetière du Montparnasse, à Paris.

«Mon père a passé toute sa vie à essayer d'apporter un peu de bonheur aux autres», a déclaré Serge Trigano, interrogé au téléphone par LCI. «C'était un pionnier, un précurseur, un visionnaire», a ajouté son fils, qui lui a succédé en 1993, en rendant hommage à celui qui était «au-delà d'un homme d'affaires classique» et qui avait imaginé ce «formidable melting pot» et créé «la plus grande marque de vacances au monde».

Jacques Maillot, p.-d.g. de Nouvelles Frontières, principal concurrent du Club Med, lui a également rendu hommage. «Gilbert Trigano a été vraiment un acteur majeur du développement du Club au cours des 40 dernières années», a-t-il déclaré sur France-Info, en saluant son «sens de l'écoute avec son partenaire et ses concurrents».

Le «bonheur égalitaire»

Gilbert Trigano était un pionnier, l'homme qui, dans la foulée des congés payés et de l'après-guerre, inventa le tourisme de masse. Cofondateur et ancien p.-d.g. du Club Méditerranée, cet autodidacte aventurier révolutionnaire l'idée même de vacances pour plusieurs générations de Français: les destinations lointaines au soleil pour tous, sous le signe de l'utopie égalitaire.

Tout commence en 1950, sur l'île de Majorque, dans les Baléares. Gérard Blitz, diamantaire belge mais surtout nageur de haut vol et champion de water-polo, crée le premier «village de vacances»: il veut qu'au sortir d'une terrible guerre, les Européens, toutes classes sociales confondues, puissent voir la mer. Le rêve d'un bonheur égalitaire, quelques paillotes sur une plage déserte...

Quatre ans plus tard, Gilbert Trigano entre dans la danse comme directeur général. À l'époque, «le camping, c'est Trigano», et l'énergie autodidacte, fils de pieds-noirs venus d'Algérie, vend des tentes en famille. Né le 28 juillet 1920 dans le Val-de-Marne, il

a aussi été acteur et critique théâtral, résistant et compagnon de route des communistes, journaliste à L'Humanité...

L'ascension sera fulgurante pour Trigano, homme d'affaires atypique, alliant réussite économique et conscience sociale. En vingt ans, les modestes villages où l'on jouait aux Robinsons retournant à l'état de nature deviendront le premier empire touristique mondial, bâti sur le sable: le Club Méditerranée.

Entre G. O. (gentils organisateurs) et G. M. (gentils membres), la convivialité, l'enthousiasme, le tutoiement, le sport sont la règle dans les villages du Club Med où l'on déjeune tous ensemble et où l'argent, le temps des vacances, n'a plus cours... «Mon père a passé toute sa vie à essayer d'apporter un peu de bonheur aux autres», résume Serge Trigano.

À ses détracteurs, qui lui reprochent la simpliste et parfois sulfureuse équation «soleil et nanas», ainsi que des villages déconnectés de la réalité sociale et culturelle qui les entoure, Gilbert Trigano répond qu'il est un découvreur de lieux magiques devenus des Meccas touristiques: Cancun au Mexique, Agadir au Maroc, Djerba en Tunisie, le Club Med y a été le précurseur.

Le pionnier désavoué

En 1997, les Trigano, qui se sont toujours considérés comme «les premiers des GO», s'en vont. Incapables de mener à bien la reconstruction du groupe, ils ont été désavoués et chassés par les actionnaires qui trouvent que l'entreprise familiale, trop tribale et pas assez gestionnaire, ne réussit pas à se redresser. Philippe Bourguignon lance la refondation du groupe.

De son côté, après 30 ans au Club Med, où il avait commencé tout en bas de l'échelle, Serge Trigano lance Trigano, avec père et fils, pour développer de nouveaux concepts de vacances. C'est la fin de leur Saga du Club, que les Trigano racontent dans un livre à quatre mains en 1998 avant de tourner la page.

Aujourd'hui, la saga du Club, qui a fêté ses 50 ans en 2000, continue, mais sans eux: 125 villages dans 36 pays, 68 activités sportives, 25 000 employés dans le monde, deux millions de GM par an, un chiffre d'affaires de près de deux milliards de dollars...

Désolation dans le Gujarat



À Ahmedabad, en Inde, des victimes du terrible séisme sortent tout ce qu'ils peuvent de leur immeuble écroulé avant qu'il ne soit bientôt démolé.

La reconstruction prendra des années

SÉBASTIEN BLANC
AGENCE FRANCE-PRESSE

Bachao — Neuf jours après le violent séisme en Inde, l'aide parvenait de façon inégale dans l'état du Gujarat, où il faudra plusieurs années pour effacer les plaies et reconstruire.

La vision de désolation qu'offraient les principales villes et villages de cette région, connue pour être prospère, tranchait avec le discours optimiste des autorités, selon lesquelles l'aide arrive partout et la reconstruction débutera bientôt.

Immeubles écroulés ou affaiblis, mais toujours désertés, maisons réduites à l'état de gravats et rues tracées à coups de bulldozers témoignaient d'ailleurs qu'il faudra attendre longtemps pour rebâtir.

Les survivants du tremblement de terre dont le bilan continue à grossir étaient encore hier, presque dix jours après avoir tout perdu, bien trop traumatisés pour envisager leur avenir autrement qu'à court terme.

Les rares ayant conservé leur logis refusaient dans la plupart des cas de le réintégrer, effrayés par les fréquentes nouvelles secousses. Ils dormaient donc dehors, sur des chaises autour d'un feu, à la belle étoile ou sous une tente de fortune.

La solidarité indienne continuait de jouer à plein, les routes étant sillonnées de poids-lourds chargés de bois, de sachets d'eau ou de denrées.

Les abords des points de distribution de l'aide ressemblaient parfois à de vastes décharges balayées par la poussière, avec notamment des monticules de vêtements semblant n'intéresser personne.

Dans les zones plus reculées, les habitants se plaignaient au contraire de ne pas recevoir assez d'assistance, notamment des tentes et des couvertures.

«Voilà tout ce qu'on m'a donné», soupirait Janbai Bhai, une mère de famille vivant aux frontières de la ville martyre de Bachao, en désignant une bâche de plastique.

Sibérie

Le froid continue de faire des victimes

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — La vague de froid qui sévit sur l'Extrême-Orient russe depuis plusieurs semaines a continué de faire des victimes ce week-end, ainsi qu'en Mongolie voisine et dans le nord de l'Afghanistan.

Sept personnes sont mortes depuis samedi dans la région de Primorie (Extrême-Orient russe) dans l'incendie de leur domicile qu'ils tentaient de réchauffer, selon les services de pompiers de la région. Une grande partie des décès causés par la vague de froid qui frappe cette région est attribuable à une mauvaise utilisation des appareils de chauffage électrique, selon ces services.

Les températures extérieures sont tombées hier à moins 27 degrés Celsius dans la capitale Vladivostok, et à moins 36 dans le nord de la région.

Cette dernière est frappée par une multiplication d'avaries des systèmes de chauffage urbain et des centrales électriques.

Quelque 10 500 personnes sont actuellement privées de chauffage en Primorie, selon les services d'urgence de la région.

Dans la république voisine de la koutie (Sibérie orientale), 610 habitants ont été évacués d'un village où l'incendie d'une station électrique vendredi les a privés de chauffage.

La température dans la capitale lakoutsik, où ont été accueillis les

réfugiés, s'établissait autour de moins 30 degrés Celsius hier.

Plus au sud, dans la république russe de Bouriatie (Sibérie méridionale), les autorités font face tant bien que mal aux avaries subies par deux stations électriques de la capitale Oulan-Oudé. La température des appartements est stabilisée entre 10 et 15 degrés Celsius, selon le maire de la ville cité par Itar-Tass.

Le froid a aussi fait des victimes en Afghanistan, où vingt-deux personnes déplacées sont mortes de froid, dans la nuit de vendredi à samedi, dans des camps de fortune de l'ouest du pays, a annoncé le ministère afghan de l'information.

Ces camps, installés près d'Herat, manquent de nourriture, de couvertures et de tentes, alors que les températures extérieures peuvent descendre jusqu'à moins 25 degrés Celsius.

L'ONU a averti vendredi de l'imminence d'un désastre humanitaire concernant ces réfugiés qui fuient les combats dans leur pays.

L'hiver est aussi particulièrement rude au sud de la Sibérie, en Mongolie, où une vague de froid a déjà tué quelque 600 000 bêtes, selon des informations communiquées vendredi par l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). La chute des températures a atteint jusqu'à moins 50 degrés Celsius pour la seconde année consécutive, et touche particulièrement le bétail, alors que le tiers de la population vit de l'élevage.

Dons d'organes

Les Britanniques ne sont pas rassurés

ASSOCIATED PRESS

Londres — Le ministre britannique de la Santé, Alan Milburn, a demandé d'urgence la tenue d'une conférence sur le don d'organes pour rassurer l'opinion publique après la publication de deux rapports qui ont révélé que des milliers de prélèvements avaient été réalisés illégalement sur des patients décédés.

«Huit millions de personnes possèdent la carte de donneur d'organes en Grande-Bretagne et ils ont besoin d'être entièrement sûrs qu'ils seront traités avec dignité et respect à tout

moment», selon Alan Milburn.

La conférence, qui doit se tenir dans les semaines à venir, réunira chirurgiens, responsables du secteur hospitalier, organismes de santé, parents, avec pour objectif d'établir de façon «absolument claire» la différence entre le don d'organes et le prélèvement sans autorisation lors d'un examen posthume. Les Britanniques avaient été horrifiés la semaine dernière par les révélations de deux rapports sur l'étendue des prélèvements d'organes illégaux pour les besoins de la recherche ou de l'enseignement.

CONCOURS où est SOPHIE?

Suivez la trace de SOPHIE, ça pourrait vous mener au FESTIVAL D'AVIGNON EN FRANCE

Regardez Les Choix de Sophie à Télé-Québec, du lundi au vendredi à 18 h 30.

Reprises: lundi au jeudi à 23 h 30, vendredi 22 h 30 et du lundi au vendredi 13 h 00*.

Une capsule par émission vous montrera où est Sophie.

Inscrivez sur le coupon-réponse ci-joint le nom de l'édifice culturel devant lequel vous avez aperçu Sophie ainsi que la date de diffusion originale* de l'émission. Envoyez-le par la poste dès aujourd'hui à: Concours "Où est Sophie?" 1720, rue Du Canal, Montréal (Québec), H3K 3E6

Le tirage d'une trousse de survie culturelle** aura lieu les vendredis 2, 9, 16 et 23 février ainsi que le 2 mars 2001 à l'émission. Cinq (5) trousse à gagner d'une valeur approximative de 150 \$ chacune.

Et lors du tirage final du 9 mars 2001, courez la chance de gagner un voyage pour deux (2) personnes au Festival d'Avignon*** d'une valeur approximative de 4 950 \$ La valeur totale des prix est d'environ 5 700 \$.



BULLETIN DE PARTICIPATION

Nom _____ Âge _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

No de tél. (rés.) _____ No de tél. (bur.) _____

Nom de l'édifice culturel _____

Date de diffusion originale de l'émission _____

Un seul coupon-réponse par enveloppe. Les fac-similés reproduits manuellement et les lettres manuscrites sont acceptés. 18 ans et plus. Résidents du Québec seulement. Aucun achat requis. Les règlements du concours sont disponibles auprès de Pixcom, Télé-Québec, Le Soleil et Le Devoir.

* Assurez-vous de noter la date originale de diffusion sur le coupon-réponse.

** Les trousse de survie culturelle comprennent chacune une paire de billets pour un spectacle, une paire de billets pour le cinéma, un disque compact et un livre.

*** Le grand prix inclut le vol pour deux (2) personnes avec Air Tansat, le transport jusqu'à Avignon, sept (7) nuits d'hôtel ainsi qu'une allocation forfaitaire de 1 400 \$. Départ le 9 juillet; retour le 17 juillet 2001.

LE SOLEIL LE DEVOIR PIXCOM QHydro Québec Télé-Québec

LE DEVOIR

LE MONDE

EN BREF

À la messe!

Santiago (AFP) — L'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet a assisté hier à une messe dans la chapelle de sa propriété de Los Boldos, près de Bucalemu (120 km au sud-ouest de Santiago), où il est assigné à résidence depuis mercredi, a rapporté une télévision chilienne. Selon des images diffusées par la chaîne de télévision de l'Université catholique, le général Pinochet est arrivé en voiture à la chapelle, escorté de ses gardiens. Il s'agissait des premières images diffusées par une télévision depuis que le général âgé de 85 ans vit reclus à Los Boldos, à la suite de son inculpation mercredi par le juge Juan Guzman. L'ex-dictateur a été inculpé pour sa responsabilité dans les crimes de la Caravane de la mort, un commando militaire qui a sillonné le Chili et exécuté sans procès 75 détenus politiques en 1973, un mois après le coup d'État qui l'avait porté au pouvoir. Par ailleurs, une enquête d'opinion publiée hier révèle que 60,7 % des Chiliens interrogés estiment que le général Pinochet sera libéré pour raisons de santé et n'aura pas à répondre dans un procès des crimes commis sous sa dictature (1973-1990).

Pas d'exil doré

Manille (Reuters) — Quelques heures avant d'être contraint de quitter le pouvoir le 20 janvier sous la pression populaire, l'ancien président Joseph Estrada a refusé une proposition de l'opposition qui lui suggérait l'exil avec une forte somme d'argent, révèle l'un des ses conseillers. Edgardo Angara, ancien secrétaire général de la présidence, racontait hier dans le *Philippine Daily Express* qu'un émissaire de la vice-présidente Gloria Macapagal Arroyo, devenue depuis chef de l'État, a exhorté Estrada à effectuer «une sortie digne». «Il aurait été autorisé à quitter le pays avec suffisamment d'argent pour faire vivre toute sa famille», écrit Angara. «Le président a répondu qu'il ne quitterait jamais son pays», ajoute-t-il. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement philippin a interdit à Joseph Estrada, soupçonné de corruption à grande échelle, de quitter le pays et ordonné le gel de ses comptes bancaires.

Gluck libéré

Moscou (Reuters) — Les services spéciaux russes ont libéré samedi le directeur régional de Médecins sans Frontières (MSF) dans le Nord-Caucase, l'Américain Kenneth Gluck. Agé de 38 ans, Gluck avait été enlevé lors de l'attaque d'un convoi humanitaire le 9 janvier à une vingtaine de km au sud de Grozny, entraînant la suspension de l'aide de l'ONU en Tchétchénie. Selon l'agence Tass, il a pu appeler ses parents aux États-Unis, leur déclarant qu'il avait été relativement bien traité. «J'ai hâte de retrouver les miens», a-t-il ajouté, selon une dépêche de Tass transmise depuis la base militaire de Khankala, près de Grozny. Aucune rançon n'a été versée et aucune condition [des ravisseurs] satisfaisante, a ajouté une porte-parole.

Reagan a 90 ans

Los Angeles (AFP) — Acteur converti en leader du monde libre, l'ancien président Ronald Reagan, qui récupère actuellement d'une opération du col du fémur et est atteint de la maladie d'Alzheimer, fêtera demain dans l'intimité familiale ses 90 ans. L'ancien président vit pratiquement reclus dans sa résidence de l'élegant quartier de Bel Air, en banlieue de Los Angeles, protégé des regards par son épouse depuis qu'il a annoncé à ses compatriotes en novembre 1994 qu'il était atteint de la maladie d'Alzheimer, qui provoque une dégénérescence du cerveau. Selon son porte-parole, il célébrera demain avec Nancy, sa fidèle compagne depuis près d'un demi-siècle et l'unique personne qu'il reconnaît encore, son anniversaire dans l'intimité avec un dîner et un gâteau au chocolat.

Aristide consulte

Port-au-Prince (AFP) — Le président élu Jean Bertrand Aristide a rencontré samedi soir les dirigeants de l'opposition haïtienne (Convergence démocratique) et un protocole d'entente pour le processus de dialogue a été signé entre les forces politiques. Les deux parties ont signé un protocole d'entente pour le processus de dialogue et devraient signer un accord politique avant le 7 février, date de l'entrée en fonction du nouveau président. L'opposition a toujours contesté la victoire aux urnes du parti de la famille Lavalas au président élu Aristide.

Au dernier jour de la campagne électorale

Les Israéliens au pied du mur

Sharon semble invincible face à Barak acculé

Au dernier jour de la campagne électorale officielle en Israël, Ariel Sharon semblait invincible hier, renforcé encore par la bénédiction des rabbins, qui lui garantissent la communauté ultra-orthodoxe. Acculé, mais espérant toujours un revirement de dernière minute, Ehoud Barak s'est lui une nouvelle fois tourné vers les Arabes israéliens, avant cette élection qu'il considère comme «la plus fatidique de la génération actuelle».

Jérusalem (Reuters) — Jamais peut-être, en plus d'un demi-siècle, les Israéliens n'ont-ils eu aussi clairement l'occasion de construire leur avenir avec leur bulletin de vote.

Ils choisissent demain entre le premier ministre travailliste sortant Ehoud Barak, qui les a amenés plus près que jamais de la paix avec les Palestiniens, et le faucon Ariel Sharon, qui entend rebattre les cartes. Face à ce choix existentiel, l'électorat israélien, dont les études d'opinion montrent constamment

qu'il est profondément favorable à la paix, est paradoxalement pris de vertige, voire de peur. Si les sondages disent vrai, les électeurs s'apprêtent à élire l'homme qui les a entraînés en 1982 dans la désastreuse aventure libanaise, qui conteste depuis le départ le processus de paix d'Oslo et qui est directement à l'origine de l'actuelle Intifada.

Certes, les instituts de sondage israéliens ont commis dans le passé de sérieuses bévues, mais les écarts sont tels que rien ne semble devoir empêcher la défaite pro-

grammée de l'ancien chef d'état-major d'Yitzhak Rabin, qui se voulait son continuateur. Selon la plupart des analystes, les Israéliens sont plus déçus par Barak, 58 ans, que séduits par Sharon, 72 ans. Devant son insuccès, ils sanctionnent péle-mêle son style personnel et autoritaire, ses louvoisements et ses concessions audacieuses aux Palestiniens. La déception est à la hauteur des espoirs qu'il avait suscités. Ils promettaient la paix avec la Syrie. Elle est renvoyée à des jours meilleurs. La paix avec les Palesti-

niens? Elle s'est relevée plus ardue qu'il ne l'imaginait, d'autant que la seconde Intifada, incendie dont les flammes emportent chaque jour un élément de l'édifice de confiance bâti depuis Oslo, a rendu encore plus passionnel un contentieux déjà bien épineux.

Paradoxe

Ironie de l'histoire, Sharon récolte aujourd'hui les fruits de l'Intifada, qui a torpillé les chances de réélection de Barak en faisant 400 morts en quatre mois, alors que c'est sa visite sur l'Esplanade des Mosquées, dans la vieille ville de Jérusalem, qui l'a déclenchée.

Autre paradoxe historique, c'est Sharon qui, comme ministre de la Défense, en 1982, a entraîné Israël dans l'impopulaire aventure libanaise, coûteuse en vies humaines,

alors que c'est Barak qui a réussi à en extirper Tsahal en mai dernier — sa seule promesse tenue.

Electoralement, Barak semble n'en tirer aucun bénéfice, même si, faute d'autres succès diplomatiques, il a axé sa campagne sur le passé belliste de Sharon, arguant que, avec un passé aussi lourd, la bête noire des Palestiniens ne saurait se présenter comme un doux agneau. En fait, estiment les analystes, Sharon a bien du mal à se défaire de son passé mais, faute de mieux, les Israéliens paraissent se résigner à choisir entre deux maux. Aux yeux de nombreux diplomates, l'accession au pouvoir de Sharon ouvrira une ère d'incertitudes et très probablement de violences au Proche-Orient, où le camp arabe risque de se radicaliser autour de la cause palestinienne.

Derniers regards



FAYAZ KABLI REUTERS

LES AUTORITÉS du Jammu et du Cachemire ont décrété hier un cessez-le-feu pour une durée indéterminée dans la plupart des quartiers de la capitale de l'État, Srinagar, après que six Sikhs eurent été tués par des tireurs non identifiés. Cette attaque, qui n'a pas été revendiquée, est survenue au lendemain d'un entretien téléphonique entre l'homme fort du Pakistan, le général Pervez Musharraf et le premier ministre indien Atal Behari Vajpayee sur la situation dans l'État du Gujarat, ravagé par un séisme. Il s'agissait du premier contact direct entre les deux hommes depuis l'arrivée de Musharraf au pouvoir lors d'un coup d'État en octobre 1999. La communauté sikhe du Jammu et du Cachemire est forte de 300 000 personnes sur un total de huit millions d'habitants.

Premier anniversaire du gouvernement de Wolfgang Schäussel

L'ordre règne à Vienne

PIERRE DAUM LIBÉRATION

C'est sous la neige et dans le froid que l'Autriche a marqué, samedi, le premier anniversaire du gouvernement que le chancelier Wolfgang Schäussel (conservateur) a formé, le 4 février 2000, avec l'extrême droite de Jörg Haider. Quelque 8000 manifestants, pacifiques et bon enfant, ont courageusement arpenté les très longs boulevards de la ville avant de se retrouver, le soir, sous les fenêtres de la chancellerie, à boire du vin chaud et écouter des groupes de rock. «Je suis là parce que je suis contre ce gouvernement», explique Sonia, assistante sociale de 32 ans, à ceux qui la questionnent. Croit-elle que son action peut empêcher la coalition d'achever les trois ans qui lui restent de son mandat électoral? «Non, répond-elle spontanément, mais j'ai besoin de venir ici pour ne pas garder ma colère pour moi toute seule.» Comme la plupart des gens qui marchent à ses côtés, Sonia n'appartient à aucune organisation, et ne considère pas que les relents racistes du FPÖ soient plus scandaleux que la politique d'austérité mise en place par Schäussel. Aucun étranger, du reste (à part une poignée de marxistes-léninistes turcs), n'était repérable dans les rangs des manifestants.

Normalité

Un an après l'effervescence provoquée par l'entrée du FPÖ (extrême droite) au gouvernement (le 19 février 2000, 300 000 personnes s'étaient rassemblées sur la Heldenplatz, au cœur de Vienne), la normalité règne sur le pays. Le nouveau pouvoir s'étant bien gardé de proposer des mesures qui pourraient apparaître comme répressives, xénophobes, voire «fascistes», les vrais changements sont d'ordre économiques et sociaux. Derrière le slogan «Österreich neu regieren» (Gouverner l'Autriche d'une nouvelle manière), le gouvernement Schäussel a mis en place une sévère politique d'austérité budgétaire: hausse des impôts, relève-

ment de l'âge de la retraite, compressions dans les dépenses sociales, réductions draconiennes des effectifs des fonctionnaires, instauration de droits universitaires, augmentation du prix de la vignette autoroute, privatisation des entreprises nationales, etc.

Malgré ces mesures qui font mal aux portefeuilles des Autrichiens, la cote du gouvernement dépasse toujours la barre de la majorité. Entre les deux partenaires de la coalition, par contre, la situation est complètement différente. L'ÖVP, au plus bas de son histoire en 1999, est nettement remonté dans les sondages, où il dispute la première place avec les sociaux-démocrates.

À l'inverse, le FPÖ apparaît comme le grand perdant de ces douze mois de participation gouvernementale. Arrivée avec un score exceptionnel de 28 % aux élections législatives d'octobre 1999, l'extrême droite ne convaincra aujourd'hui qu'à peine 20 % des Autrichiens. «Le FPÖ s'est construit dans une dynamique d'opposition, analyse le politologue Anton Pelinka. Il vit très mal son obligation d'assumer les responsabilités de l'État.»

Le 4 février 2000 a provoqué en Autriche un second type de changements, plus subtils mais aussi plus profonds. Après des décennies d'harmonie sociale, où les mots «grève», «manifestation», «violence de rue» étaient à peu près inconnus des dictionnaires locaux, ces formes de tension sociale commencent à apparaître. De fait, c'est toute la structure du Sozialpartnerschaft que le gouvernement actuel entend démolir, ce «partenariat social» qui faisait que chaque nouvelle loi était d'abord soumise aux syndicats et aux chambres salariales avant de passer au Parlement. Pour les Autrichiens, c'est une véritable révolution.

L'hémorragie du FPÖ représente actuellement le seul danger qui menace la coalition. Les élections municipales de Vienne (un quart de la population) sont prévues pour le 25 mars. Si l'extrême droite y subit une nouvelle défaite, elle pourrait décider d'aller se ressourcer sur les bancs de l'opposition. Et tout redeviendrait comme avant.

Espoirs de paix en Colombie

Bogota (AFP) — Le rameau d'olivier que se sont tendu le président Andrés Pastrana et le chef de la guérilla Manuel Marulanda, avec leur accord pour un sommet le 8 février, suscite une vague d'optimisme et réveille les espoirs de paix en Colombie.

Habitués aux chauds et froids du dialogue entre le pouvoir et les rebelles depuis son engagement après l'élection du chef de l'État en juillet 1998, les 42 millions de Colombiens se prénaient à croire hier à ce qu'ils considéraient jusque là comme impossible.

L'avenir d'un processus de paix en dents de scie dépend désormais du seul président conservateur et de son vis-à-vis, Manuel Marulanda «Tirofijo» (dans le mille), fondateur en 1964 des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes). Chacun des deux hommes a fait assaut de concessions cette semaine pour parvenir à mettre en place jeudi cette rencontre en tête-à-tête.

Ce ne sera pas le premier sommet entre les deux hommes, mais l'acuité du conflit actuel donne à cette réunion une résonance sans précédent.

Andrés Pastrana avait déjà rencontré le guérillero septuagénaire, un ancien paysan du Quindío

(ouest), après son élection, le 9 juillet 1998, et une seconde fois le 2 mai 1999, dans la jungle méridionale, pour rendre public l'ordre du jour des négociations à venir. Le pessimisme habituel des Colombiens avait été renforcé par l'état encore embryonnaire des pourparlers de paix.

Depuis leur début officiel le 24 octobre 1999, aucun des douze points de l'agenda pour fonder «une nouvelle Colombie», avec notamment une réforme agraire, n'a été négocié, aucun cessez-le-feu n'a pu être conclu, et les FARC, première force rebelle avec 12 000 hommes, ont gelé unilatéralement les pourparlers le 14 novembre.

Les guérilleros justifient leur décision par «l'insuffisance» selon eux du combat des autorités contre les paramilitaires. Avec plus de 8000 hommes, les Autodéfenses unies de Colombie (extrême droite), dirigées par Carlos Castano, se livrent sans relâche à des massacres de paysans soupçonnés d'appartenir à l'une ou l'autre guérilla. Le compromis trouvé entre le président et «Tirofijo» a permis au chef de l'État de prolonger jusqu'au 9 février la zone démilitarisée de 42 000 km², remise aux FARC le 7 novembre 1998 à 700 km au sud de Bogota.

Les Indiens de l'Équateur se mobilisent

«Grève de la faim contre la faim»

Quito (AFP) — Quarante et un Indiens, étendus sur des matelas à même le sol, entament leur deuxième jour d'une grève de la faim illimitée à Quito pour exiger le gel de la hausse de tarifs publics.

«Je suis prête à donner ma vie», martèle Ruth, mère de deux enfants.

À l'écoute, ses quarante congénères, allongés hier matin dans un couloir au premier étage de l'université salésienne, approuvent à voix basse. «Nous irons jusqu'au bout, jusqu'à la victoire», insiste Euclides Collaguazo. Casquette de cuir noir sur les yeux, ce paysan de 30 ans, originaire de Pichincha, près de Quito, tire la langue avant de reprendre son plaidoyer. Un médecin volontaire, Osvaldo Alvear, examine sa gorge et prend sa tension. Au-dessus de leurs têtes, des affiches multicolores expliquent leur mobilisation, deux jours après l'instauration de l'état d'urgence par le président Gustavo Noboa. «Halte à la répression», dit l'une.

«Grève de la faim contre la faim», précise l'autre. «Les hausses de 100 % du prix des combustibles et de 75 % du tarif des transports publics nous prennent à la gorge», souligne Euclides.

Une odeur de renfermé envahit déjà les lieux. La plupart des grévistes, recouverts d'une couverture, ont noué une «wipala», écharpe aux sept couleurs de l'arc-en-ciel. «C'est le symbole de l'union de tous nos peuples», explique Ruth Penafiel. Ses deux enfants de neuf et six ans lui ont demandé «pourquoi elle avait arrêté de manger». «Je leur ai fait comprendre que nous nous battons tous pour un Équateur meilleur», ajoute-t-elle.

Elle affirme qu'elle n'arrêtera sa grève de la faim qu'après le triomphe de leur cause. «S'il faut mourir, on mourra», assure-t-elle. Le dialogue avec le pouvoir avait capoté vendredi devant le refus du chef de l'État de descendre lui-même dans l'arène.



Mario J. A. BARTOLINI

Petit Dictionnaire Chronologique Illustré des empereurs romains

Un monde était leur empire.

232 pages - 10,95 \$

Les Éditions GUÉRIN (514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

É D I T O R I A L

Le fanatisme turc

Ulcérée que la France ait reconnu le génocide arménien, la Turquie ne laisse pas passer une journée sans ajouter des sanctions à celles commandées la veille. La virulence des réactions est telle qu'on frise le fanatisme.

Après l'annulation de contrats d'armements, après la mise au ban de compagnies versées en construction d'autoroute, les autorités turques ont frappé d'interdit les entreprises françaises qui participaient à un appel d'offres public pour l'exportation de blé tout en stipulant que si le Conseil constitutionnel de la république n'invalide pas le vote de l'Assemblée nationale, l'achat de produits médicaux et agricoles frappés *Made In France* sera interdit. Symbole de l'hystérie ambiante, trois universités et plusieurs institutions collégiales ont décidé de proscrire l'enseignement du français. On passe sur les manifestations organisées devant l'ambassade pour mieux retenir que la conception que se font les Turcs de l'histoire est pire qu'étroite. Elle sert à mieux élaborer la propagande du présent.

Ce pays ayant fait acte de candidature à l'Union européenne, ses représentants politiques ne sont pas sans ignorer certains des textes fondateurs de ce vaste projet politique. Et de quoi est-il question? De démocratie, d'adhésion à un certain nombre de principes, de respect des droits de la personne et autres obligations qui devraient favoriser l'amorce du devoir de mémoire sur le premier génocide, chronologiquement parlant, effectué au cours du siècle antérieur.

Il est désolant de constater que la Turquie s'obstine encore et toujours à nier l'évidence. Bien des travaux de chercheurs montrent et démontrent qu'il y a bel et bien eu génocide; que les deux tiers de la communauté arménienne ont été massacrés entre avril 1915 et août 1916; que plus précisément ce génocide a débuté le 24 avril 1915 à Constantinople alors que les 2345 leaders ou notables de cette communauté ont été emprisonnés suivant un plan bien établi. En attaquant d'abord ces derniers, le parti des Jeunes-Turcs, formation ultra-nationaliste alors au pouvoir, voulait réduire les Arméniens à «un troupeau sans guide.» Ensuite...

Pour la suite, il suffit de lire le télégramme adressé par le ministre de l'Intérieur, Talaat Pacha, à l'administrateur d'une région: «Anéantissez les Arméniens envoyés dans votre province et ceux qui sont rassemblés là», ou encore celui envoyé aux notables des provinces orientales: «Exterminez sans aucune hésitation ni pitié les Arméniens de l'âge de un mois à quatre-vingt-dix ans. Attention seulement à ce que cela ne soit fait en ville ou en vue de la population.» Pire: «Que les armes ne retentissent point/que le soldat ne fasse rien/qu'il ne reste plus d'Arméniens/Egorger les grands/choisir les belles/déporter les autres.»

Pendant des années, les historiens turcs et certains négationnistes occidentaux ont contesté l'authenticité de ces télégrammes pour mieux décaler dans le temps, et ainsi que l'avait souhaité Mustafa Kemal dès 1923, la reconnaissance de ce drame. Une attitude que la grande majorité des puissances occidentales n'a jamais essayé d'ébrécher en raison de l'importance géopolitique que la Turquie, arrimée à l'OTAN, représente. A cet égard, on se rappellera que Bill Clinton s'est empressé, l'automne dernier, de tuer dans l'œuf un projet de loi analogue à celui des parlementaires français.

Que la Turquie ait transformée un génocide en un objet négociable, au sens marchand du terme, est ignoble.

struffaut@ledevoir.ca

La carte ADQ

Quel drôle de paradoxe, tout de même. Il y a moins d'un an, Mario Dumont souhaitait que son parti, l'Action démocratique du Québec, soit le premier à définir un avenir pour le Québec en dehors d'un projet constitutionnel. Le sujet avait été sciemment exclu de l'ordre du jour de son congrès.

Le voici aujourd'hui qui replonge dans le débat constitutionnel à la faveur du départ de Lucien Bouchard, un changement dans le paysage politique québécois qui «offre de grandes opportunités» à l'ADQ, précise le parti dans un communiqué. Hier sujet tabou, aujourd'hui passage obligé.

Mais on ne va pas chicaner longtemps les adéquistes. Après tout, ils doivent leur existence comme parti à la débâcle post-Meech de 1990. Après que le Parti libéral de Robert Bourassa eut rejeté le rapport Allaire, les orphelins ont fondé l'ADQ. Ce parti devait naviguer par la suite entre le renouvellement du fédéralisme et l'appui à la souveraineté-partenariat (lors du référendum de 1995).

En fait, l'ADQ n'a jamais mis de côté la question nationale. À deux reprises, le député de Rivière-du-Loup a déposé au Parlement un projet de loi sur la paix constitutionnelle prévoyant un moratoire sur la tenue d'un référendum et qui reprenait essentiellement les revendications du rapport Allaire. L'ADQ proposait en effet le transfert au Québec d'une longue liste de compétences.

Or voici que les dirigeants du parti se rendent compte que la technique de la liste d'épicerie n'est pas valable. Ils chercheront une autre formule, qui pourrait se rapprocher d'un modèle fédéral pour le Canada, assurant au Québec une plus grande autonomie.

Il est un peu tôt pour juger du résultat des travaux du comité présidé par un ancien membre du comité Allaire. Mais notons au moins le désir de l'ADQ de rafraîchir une vieille idée, celle du fédéralisme renouvelé, qui attire encore l'appui d'une proportion de Québécois.

En se redéfinissant lui-même comme le porteur d'une troisième voie, le parti de Mario Dumont pourrait assurer sa survie, lors de la prochaine campagne électorale, en conservant l'appui de ceux qui ne veulent, pour l'heure, ni la souveraineté de Bernard Landry ni le statu quo évolutif incarné par Jean Charest.

Mario Dumont conserverait ainsi dans sa manche une carte maîtresse pour influencer la suite des choses, surtout si le PQ est réélu et envisage la tenue d'un nouveau référendum.

Comme en 1995, Mario Dumont pourrait influencer le libellé de la question. Si sa position est plus forte, il pourrait même forcer Bernard Landry à passer par une étape intermédiaire avant de se rendre aux urnes, celle d'essayer, une dernière fois, une réforme du fédéralisme canadien.

mvenne@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LE PAPE REÇOIT LUCIEN BOUCHARD...



LETTRES

Notre dernier beau billet de 10 \$?

Avez-vous bien regardé, ce nouveau billet de dix? Encore pire que son prédécesseur. Une catastrophe graphique. L'utilisation de l'ordinateur ne dépasse pas le stade préscolaire. Rien d'innovateur. On a pondé ce qu'on pouvait de pire esthétiquement et le contenu ne vaut guère mieux: le premier ministre John A. Macdonald est toujours là, en plus propre, moins rustre, plus jeune; on lui a infligé un sacré lifting depuis sa dernière apparition. Son coiffeur est nettement meilleur. Son styliste aussi! J'attends avec impatience le nouveau look de la Reine. Ah, vous ne le saviez pas? Elle trônnera encore sur notre billet de 20 \$). Au verso, le colonialisme est à son paroxysme: «Au service de la paix». Bénies soient les guerres, sinon cette phrase vire caduque. Le balbuzard s'est donc mué en colombe de paix, flanquée d'éléments dictés par des compromis idéologiques.

Mais on me dit que c'est à la suite de profondes recherches-marketing qu'on a obtenu cet amalgame si mal dessiné. Un billet de banque n'est pas un produit de consommation comme les cartes de plastique. Il est censé donner une identité à un pays. C'est une promotion rêvée. Il offre cette chance quotidienne d'initiation d'un peuple au design, et par-dessus tout, ouvre son âme au monde entier: pays? colonie? protectorat? république? royauté? principauté? confédération? Sur cette véritable carte de visite, tout est inscrit, montré, décrit: pays archaïque, dépassé ou évolué; prévoyant, prudent ou audacieux, historique, noble ou fraîchement constitué... Une chance que l'on ait conservé le format et la gamme de couleurs (en plus mièvre) qui nous distinguent de nos voisins du Sud.

Mais c'est surtout sur ses trois éléments de sécurité que la promotion se fait planter par les 15 points facilement repérables des billets de la Confédération Suisse, et ce, depuis 1995... L'Aus-

tralie possède le papier bancaire le plus résistant au monde... Il y a encore mieux: la Hollande utilise depuis 1989 des billets de banque possédant chacun un code barre unique, identifiant avec précision l'origine du billet. Le 25 Gulden est devenu impossible à imiter — Américains, prenez bonne note! Yaap Drupsteen est le concepteur de cette innovation et son nom est imprimé sur chaque coupure.

Laissez-moi croire que les dirigeants de la Banque du Canada ne paient jamais comptant lors de leurs déplacements. Ils le devraient bien, ne serait-ce que par souci d'apprendre à voir, toucher et comprendre ce qu'est un bon design.

Frédéric Metz
Professeur, programme de design graphique de l'UQAM
Montréal, 31 janvier 2001

Voir rouge

Durant la dernière campagne électorale de Jean Chrétien, alors que je descendais vers Montréal sur l'autoroute des Laurentides et que j'ai vu apparaître d'immenses affiches rouges et blanches du Parti libéral du Canada, j'ai compris que les libéraux gagneraient les élections.

Quelle campagne astucieuse et subliminale: le drapeau canadien était installé sur les deux côtés de la voie rapide et, au centre, on avait remplacé la feuille d'érable par la tête du candidat de la circonscription. Parfois, on remplaçait le candidat par un jeune enfant frisé comme un Saint-Jean-Baptiste... Géniale, cette campagne! Les communicateurs avaient frappé dans le mille!

Ça me rappelait qu'au Mexique, pendant des décennies, le Parti révolutionnaire institutionnel, le PRI, a délibérément confondu les couleurs du parti politique avec celles de l'emblème national. Mais il y a un revers à cette politique. C'est d'exclure tous ceux qui ne votent pas pour le parti et de se retrouver sans drapeau qui fasse consensus. La semaine dernière, alors que je me rendais à l'aéro-

port de Dorval, j'ai aperçu des affiches rouges de la dernière campagne électorale traînant au sol comme de vulgaires messages périmés, comme un produit jetable. Notre Stéphane Dion y figurait, remplaçant la feuille d'érable! J'ai alors compris que les meilleures idées de nos communicateurs vieillissent très vite. Et qu'un symbole d'appartenance et d'identification d'un pays devrait aller bien au-delà d'un produit de consommation jetable.

René Derouin
Val-David, 30 janvier 2001

Le mythe de la solidarité féminine

Avec le plus grand désarroi, je suis obligée de constater que la solidarité féminine n'existe pas.

Madame Marois, vous étiez notre seule espoir et j'aurais bien aimé vous voir prendre le glaive et combattre auprès du roi Bernard, cynique esthète de la gloire et du chauvinisme, pour qu'enfin notre Québec puisse avoir une première femme au premier rang. Vous avez été abandonnée non seulement par vos collègues masculins mais pire encore, par toutes vos collègues féminines qui, ma foi, sont parties faire la vaisselle. Pas une ne s'est manifestée, n'a osé se dresser devant le roi Bernard pour vous tendre la main.

Où sont-elles? Pas une d'entre vous n'ose croire qu'elle peut faire ce travail? Alors, à quoi sert toute cette place que l'on prend et qu'on nous donne, toutes ces marches et manifestations? Cette alliance féminine proclamée et revendiquée de toute part et cette équité qui dit que le travail d'une femme vaut bien le travail d'un homme? Hmmm! On avance ou on recule?

Soit, vous avez décidé d'être bonne deuxième, mais, s'il vous plaît, que ce soit la dernière fois et passez donc le mot aux autres. Les femmes devrout-elles attendre que les hommes partent à la guerre pour prendre les devants?

Claire Gagnon
Chicoutimi, 30 janvier 2001

LIBRE OPINION

L'intégration doit passer par la participation et non la stigmatisation

PIERRE TADROS
Candidat à l'investiture du Parti québécois dans la circonscription de Mercier

Fils d'un père égyptien et d'une mère native du Lac-Saint-Jean devrais-je me stigmatiser en symbole? Symbole de la génération 101, ou encore symbole de l'intégration réussie? Dans le contexte actuel, cette question, je me dois de ma la poser. Car même si les opinions sont partagées et loin d'être unanimes, plusieurs personnes, de tous les horizons, m'incitent à jouer le jeu.

Ma réponse est claire: jamais je ne me prêterai à un tel exercice.

Exercice futile, car il m'apparaît évident que l'intégration de tous les citoyens et citoyennes à la communauté québécoise doit passer par la participation de tout un chacun à l'évolution et à la construction du Québec d'aujourd'hui. Sous le premier ministre Bouchard, l'administration publique a ouvert plus grandes ses portes aux différentes communautés culturelles québécoises. Sans nécessairement «créer» des souverainistes, c'est à tout le moins ce que nous appelons bâtir des ponts entre les groupes. De fait, en participant activement à la vie sociale, administrative, politique ou communautaire, les citoyens et citoyennes sont partie prenante au projet social.

Lorsqu'une personne prend part aux différents débats, ou instaure un débat en vue

d'une orientation collective, elle anime la société et s'inscrit dès lors comme citoyenne (au sens politique du terme). Cette citoyenneté n'a ni couleur ni religion; c'est une citoyenneté civique. Le sentiment d'appartenance s'ensuit donc inévitablement. Ainsi, le projet indépendantiste apparaît-il plus acceptable, voire même souhaitable pour une pluralité. Mais il va de soi que l'intensité de ce sentiment d'appartenance est soumise à plusieurs variables. Dans un contexte démocratique, une de ces variables des plus importantes est certes le respect qui doit présider aux interactions entre les individus.

De par le monde, l'ouverture et le respect des Québécois et Québécoises sont reconnus et font école. Mais cela ne veut pas dire que nous vivions dans un monde idéal. En fait, il nous faut ouvrir de nouveaux lieux de discussion politique pour l'ensemble de la population et ce, avec le moins de bureaucratie et technocratie possible. Dans cette optique, les commissions nationales sur l'avenir du Québec de 1995 ont révélé une piste plus qu'intéressante. D'autre part, la mise en place de commissions parlementaires régionales permanentes et l'instauration d'une proportionnelle compensatoire lors des élections de la nation québécoise sont d'autres avenues certes plus techniques, mais qui permettraient une représentation plus adéquate de la diversité. De fait, cette diversité, qu'elle soit d'ordre écologique ou libertaire, doit aussi se

vivre dans nos modes et institutions politiques. Et le système parlementaire actuel a, à cet effet, des lacunes qu'on ne peut nier.

On ne peut non plus nier l'existence de groupes ayant des affinités particulières. Outre les communautés ayant une teinte culturelle particulière au Québec, les régionalismes en sont un bon exemple. D'un point de vue strictement formel, en quoi pourrait-on qualifier ou quantifier la spécificité d'un almatois par rapport à celle d'un égyptien d'origine quant à leur citoyenneté? Dès lors qu'ils participent à la vie politique, qu'importe sa forme, ils s'inscrivent dans la société à laquelle ils appartiennent.

Evidemment, il y a des points de repères qui doivent baliser cette société; la langue française et les valeurs de solidarité sociale par exemple. A cet effet, c'est une constitution qui nous faut adopter au Québec. On ne doit pas non plus faire table rase de notre histoire et de ce que nous sommes culturellement aujourd'hui. Mais là n'est pas l'intention ni le propos de cette lettre.

En résumé, ce qui m'apparaît certain, c'est que l'identité québécoise doit évoluer par la participation du plus grand nombre, sans distinction, et non par quelque forme de stigmatisation symbolique.

Je crois sincèrement qu'il en va de même pour le projet de société d'un Québec indépendant qui se doit d'être inclusif et empreint des valeurs de solidarité sociale.

IDÉES

Des élections pour la paix?

La descente aux enfers d'Éhoud Barak

HOUCANG HASSAN-YARI

Professeur au Collège militaire royal du Canada et Directeur de recherche sur la sécurité au Moyen-Orient à la Chaire Télélobe Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM

CATHERINE VOYER-LÉGER

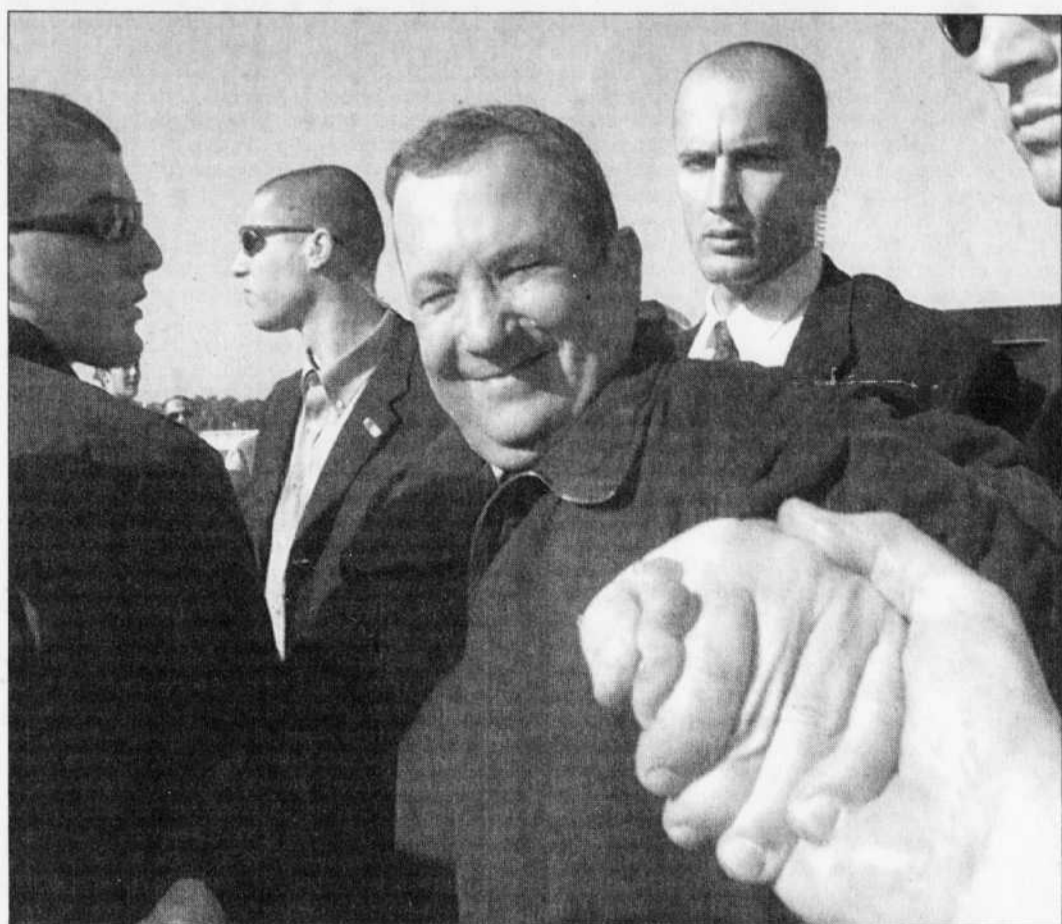
Chercheuse sur la sécurité au Moyen-Orient à la Chaire Télélobe Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM

La paix occupe une place importante dans les débats qui entourent l'élection du premier ministre israélien le 6 février prochain. Deux visions de la paix s'affrontent: la campagne met face à face Éhoud Barak, le premier ministre sortant, et Ariel Sharon, le chef du Likoud. Mais quels sont les véritables enjeux de cet affrontement plutôt terné?

L'incapacité du premier ministre Éhoud Barak à maintenir une coalition fonctionnelle est un des éléments qui auront déclenchés l'actuelle campagne électorale. Le problème fondamental réside dans le système électoral d'Israël, le mode de scrutin proportionnel d'Israël ne pouvant produire un gouvernement majoritaire. Les élus se voient donc dans l'obligation de former des coalitions hétéroclites dans lesquelles cohabitent difficilement des familles politiques fortement idéologues, chacune poursuivant ses propres intérêts. L'extrême gauche et l'extrême droite doivent y trouver leur compte, ce qui constitue une opération impossible. La fragilité des coalitions produit également des gouvernements dotés d'une espérance de vie très courte. La présente campagne est issue de cette paralysie structurelle.

L'Intifada II, déclenchée le 28 septembre dernier suite à la visite controversée de M. Sharon à l'Esplanade des Mosquées, ajoute un ingrédient explosif à la dynamique interne de la politique israélienne. Le nouvel affrontement israélo-palestinien a coûté la vie à plus ou moins 400 personnes, très majoritairement palestiniennes. Devant l'impasse des négociations de paix et l'incapacité des négociateurs de concrétiser les accords d'Oslo de 1993, violence et contre-violence se superposent à la logique de paix. Sharon qui, dans le passé, faisait partie des politiciens les plus impopulaires, maintient aujourd'hui dans les sondages une avance confortable sur Barak (de 16 à 20 %). Il semble que l'électorat ait pardonné l'architecte de l'invasion du Liban (1982) pour ses erreurs du passé.

Le retour d'Éhoud Barak à la table de négociations avec l'Autorité palestinienne a été présenté comme sa seule chance de remonter la pente. Or, les résultats d'autres sondages nous poussent à nous interroger sur cette possibilité. En effet, les négociations de Tabu qui se sont terminées le 28 janvier seraient perçues par 39 % des Israéliens comme très mauvaises pour Israël. De tels chiffres laissent croire que même un relatif succès des négociations (quasi improbable à si court terme) ne saurait redorer le blason du premier ministre sortant.



Le premier ministre israélien, Éhoud Barak, a entamé sa tournée électorale depuis quelques jours. Dans toute bonne campagne, le candidat à l'élection doit serrer plusieurs mains.

Une nouvelle donne régionale

La perspective de l'élection d'Ariel Sharon, combinée aux changements à la Maison-Blanche qui laissent présager une implication américaine moins importante dans les négociations israélo-palestiniennes, ne laisse rien présager de bon pour la stabilité de la région. Les Jordaniens, les Égyptiens, les Syriens et les Libanais ont déjà exprimé, par fois en termes forts, leurs inquiétudes devant l'éventualité d'un gouvernement Sharon à Tel-Aviv. Pour Ariel Sharon, les accords de paix n'ont pas la même signification que pour Éhoud Barak. Sa définition de la paix, à laquelle sont sensibles plusieurs Israéliens, correspond davantage à la sécurité personnelle des citoyens, à la fin des violences et au maintien d'une économie florissante. Le chef du Likoud refuse même d'envisager une solution permanente à la question palestinienne. Son plan de paix propose plutôt un intérim à long terme qui viserait la mise sur pied d'un territoire palestinien représentant environ 42 % de la Cisjordanie actuelle. Or, cette «paix» contient tous les éléments annonciateurs de la poursuite des violences et risque d'entraîner plus d'insécurité pour Israël, la Palestine et les autres États de la région.

Le bilan des interventions militaires d'Ariel Sharon laisse les dirigeants arabes perplexes. Yasser Arafat parle de «catastrophe». Le président égyptien, Hosni Mubarak, a laissé sous-entendre que la présence d'Ariel Sharon ne serait pas bien perçue dans le cadre du processus de paix. Il affirme être prêt à rencontrer M. Sharon, mais seulement si cela peut assurer une certaine stabilité à la région. Le chef du Likoud aurait alors affirmé que Mubarak n'avait rien à craindre, parce qu'il n'a aucune intention de le contacter.

Tout semble indiquer que la donne régionale sera modifiée le 6 février, à moins d'un tour de force politique spectaculaire. Il est difficile pour l'instant de prévoir les conséquences à long terme qu'aura la décision du peuple israélien. La seule évidence tient au fait qu'une coalition gouvernementale menée par Barak ou par Sharon demeurera très instable. Il devient de plus en plus difficile pour un chef, quel qu'il soit, de négocier l'avenir des relations israélo-arabes en bénéficiant d'une faible légitimité parlementaire et d'un pouvoir fragile. Le 6 février, les Israéliens iront aux urnes pour choisir leur premier ministre... tâche ingrate puisqu'il s'agit aussi de déterminer le type de paix qu'ils désirent.

Serge Bouchard

Nouveau et amélioré

La seconde qui advient n'est jamais advenue. Parmi toutes celles écoulées depuis le commencement du monde, la présente est nouvelle qui attendait son tour. Son règne, nous le savons, est assez court; son heure de gloire dure une seconde, pas une seconde de plus. Les cosmologistes savent qu'il y eut une première seconde, d'ailleurs fort importante pour la suite du monde. Sans cette première, les autres n'auraient pas suivi. La mathématique nous permet de calculer le nombre de secondes consommées par l'Univers, depuis son début, il y a 15 milliards d'années. Succession infinie d'unités qui ne font que passer, voilà le Temps dans toute sa simplicité. La seconde écoulée est à jamais perdue, l'espace engrange du passé. Tout ce qui est est nouveau, tout ce qui fut s'éloigne. Tout ce qui existe maintenant n'a jamais existé avant, pas dans l'état présent en tout cas. Tout vieillit, nos frères comme nos routes, nos livres comme nos arbres, nos images et nos souvenirs.

La nouveauté est chose très ancienne, peut-être même la plus ancienne des choses. Transportés au cœur de ce mouvement perpétuel, nous avons voulu jeter l'ancre: nous nous sommes conté des histoires. Nous fabriquons des traditions, de la routine, l'esprit s'enterre, l'âme s'enracine, nous érigeons des temples et des systèmes afin de faire comme si le courant ne nous emportait pas vraiment. Nous avons défendu nos idées comme s'il était dangereux de les changer. Nous aimons penser que certaines choses ne changent pas. La conscience est naturellement nostalgique, ce qui n'arrange rien. Cependant, un souvenir n'est jamais au même endroit dans notre tête. Oui, le souvenir change lui aussi. Rien n'y fait. Le temps n'a cure de nos états d'esprit. Le changement est non seulement l'état normal du monde, il en est la nature. Tout est nouveau sous le soleil. En ce sens, le jour nouveau est vraiment nouveau et c'est à perpétuité que nous sommes condamnés à être neufs.

Chaque individu entend son horloge intime, chaque cœur est un univers anxieux qui surveille son battement. L'intelligence humaine est une grande affaire mais ne sommes-nous pas les victimes trop faciles de ses effets secondaires? Pareils à ces secondes: nous passons. Mais nous sommes des secondes pensantes, la conscience du temps, le miroir de l'espace. Cela est bien énervant. Chacun de nous a un nombre fini et déterminé de secondes à vivre et nous le savons. Il n'y a pas une seconde à perdre puisqu'elles nous sont précisément comptées. Il est clair que le temps se nourrit de nos passages et les passages sont des enfilades par où tout file. L'intelligence nous a ouvert les yeux mais elle nous a apporté l'inquiétude. Il nous est difficile d'admettre qu'elle nous a aussi apporté la bêtise.

Dès lors, notre regard peut être pathétique. L'ancien s'accroche à ses certitudes, le moderne à ses amnésies. Puisque le monde change depuis que le temps existe, il est en effet bien amusant de lire et d'entendre ces analystes qui prétendent que le monde change aujourd'hui à une vitesse vertigineuse, alors que jadis il traînait la patte. Pourrait bien dérisoire que celui d'un monde qui aurait attendu le jour d'aujourd'hui pour se mettre à changer. Voilà bien le paradoxe: les promoteurs du changement moderne, ceux qui le disent nouveau, sont les premiers à ne plus vouloir passer. Les plus modernes refusent de vieillir, ils veulent figer le temps tout en l'accélérant, ils ne pensent qu'à l'actualité qui, elle, n'a rien à voir avec le temps; ils croient la chimère qui leur dit que les temps changent et que le monde s'améliore.

Nouvel âge, nouveau millénaire, nouvelle économie, nouveau monde, nouveau savon, information nouvelle, nouveau genre, nouvelle vague, nouveaux défis, j'aurai vécu à une époque où l'usage du mot nouveau confine au hoquet du discours. Cette obsession du nouveau n'est certainement pas normale. Il est certain qu'elle nous retarde sur la route de l'amélioration.

A ce compte, les plus modernes ne sont pas ceux qu'on pense. Ceux qui font de la nouveauté la grande affaire du siècle ont une réaction humaine parmi les plus anciennes. Le temps est une courbe non négociable. Les temps modernes ne sont pas plus modernes que les anciens ne sont anciens. Nul ne choisit d'être de son temps, en avant de son temps ou en dehors du temps. Nous sommes, un point c'est tout, et le simple fait d'être n'a jamais été expliqué.

Le changement du monde est tout sauf une nouveauté. La Terre n'en est pas à ses premiers changements climatiques. L'humanité n'en est pas à ses premiers jamais vus. Le Temps n'en est pas à ses premiers balbutiements. Le Temps est vieux; le Temps a beaucoup d'expérience. Puisque le moment qui vient ne peut pas être celui qui a été, je pense que le dossier de la nouveauté devrait normalement être classé. Rangeons le mot nouveau au tiroir des vieilleries. Concentrons-nous plutôt sur l'idée d'amélioration. Un monde nouveau, c'est de la routine. Un monde meilleur, cela n'est pas donné...

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 800 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Bonheur et taxation

L'équation entre niveau de vie et niveau de taxation n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît

ALFRED DUBUC

Historien de l'économie

Une population moins taxée serait-elle plus heureuse? Comme le bonheur ne se mesure pas — peut-il seulement être défini? — parlons plutôt de niveau de vie et de mandons-nous si celui-ci est diminué par une taxation gourmande ou augmenté par une taxation légère?

La question se pose à la lecture d'une étude préparée par le professeur Jean-François Saillant et le chargé de recherche Germain Belzile, de l'École des hautes études commerciales, pour la chronique *Québec 2001* (Montréal, Fides, 2000, 475-478), dans laquelle les auteurs proposent de mesurer, à l'aune du «revenu personnel disponible par habitant», les différences de niveau de vie de trois populations (Québec, Ontario, Nord-Est des États-Unis), en 1997. Illustrés par un graphique, les niveaux différentiels du revenu personnel disponible par habitant montrent la supériorité de celui des quatre États limitrophes (Maine, New Hampshire, Vermont, New York) par rapport à ceux du Québec (15 %) et de l'Ontario (45 %), au taux de change de 1992; les auteurs précisent que les écarts seraient encore plus considérables s'ils avaient utilisé le cour de l'an 2000 (475).

La notion de «revenu personnel disponible» appartient au vocabulaire de la comptabilité nationale des revenus et des dépenses: elle désigne le revenu personnel dont on a soustrait les impôts directs (et quelques versements de faible importance); ce revenu des individus est dit «disponible» parce qu'il est constitué de la somme dont disposent principalement les citoyens pour leurs achats de biens et de services et pour leur épargne (Statistique Canada, les comptes nationaux des revenus et des dépenses, vol. 3: Définitions, concepts, sources, méthodes, Ottawa, 1975, 99-101).

Les auteurs affirment: «Parmi les mesures du niveau de vie moyen d'une population, on retient souvent le revenu personnel disponible par habitant». Ont-ils raison de proposer cette équation? À la réflexion, on doit convenir qu'ils se méprennent sur la signification de ces deux notions. Demandons-nous d'abord ce que mesure le revenu personnel disponible? Une fois soustraits le montant de l'épargne, les paiements d'intérêt des individus et quelques versements de transfert aux administrations, il détermine l'ensemble des biens et services privés que la population s'est procurés durant l'année.

Peut-on considérer cet ensemble comme formant exclusivement ce qu'on appelle communément le niveau de vie? Pas du tout. Parce que les citoyens se procurent auprès de leurs gouvernements, par les impôts qu'ils leur versent, des biens et des services publics qui ajoutent à leur niveau de vie. Hospitalisation, éducation, services sociaux, etc.: voilà des biens et des services qui ajoutent au niveau de vie, qu'ils soient accordés par les gouvernements ou que l'on se procure de façon privée sur le marché. Or, cette part du niveau de vie, lorsqu'elle est distribuée par les gouvernements, n'est pas considérée dans le compte du revenu personnel disponible, car elle est précomptée, en grande partie, dans le calcul des impôts directs.

Tout ce que cela signifie, c'est que l'équation proposée par les auteurs est illicite. Si le niveau du revenu personnel disponible par habitant est si élevé chez nos voisins c'est en grande partie parce qu'ils doivent se procurer sur le marché de nombreux biens et services que les Canadiens demandent à leurs gouvernements (aux trois niveaux) de leur fournir. Réciproquement, si le niveau est si bas au Canada, et celui du Québec inférieur à celui de l'Ontario, c'est en partie parce que les Canadiens — et les Québécois davantage que les Ontariens — consentent à exiger de leurs gouvernements ce qu'ils préfèrent ne pas aller chercher au marché.

Les auteurs n'affirment pas expressément que les différences de niveau du revenu personnel disponible de trois populations s'expliquent par les différences de niveau de taxation. Mais cela coule de source, étant donné la définition de cette notion de comptabilité nationale: comme nous l'avons vu plus haut, le revenu personnel disponible est ce qui reste entre les mains des citoyens après avoir versé leurs impôts. Par contre, ils affirment que ces différences sont celles des niveaux de vie. Ce qui signifie que les Américains auraient un niveau de vie plus élevé parce qu'ils sont moins taxés et que les Ontariens — les Québécois encore davantage — on auraient un plus bas à cause d'une taxation plus élevée.

Les auteurs n'ont manifestement pas respecté les définitions rigoureuses des notions de revenu personnel et de revenu personnel disponible de la comptabilité nationale. Ils ont opéré un détournement de sens. Ce genre d'analyse, qui tient davantage de l'idéologie que de la rationalité, empêche de percevoir le dérapage dans lequel on s'engage. Reconnaissons que prétendre que le niveau de vie des Ontariens serait à 45 %, et celui des Québécois à 15 %, de celui des citoyens des quatre États limitrophes tient de l'absur-

de. Si l'on adopte un indicateur du niveau de vie plus réaliste — et communément reconnu : le produit intérieur brut réel par habitant et qu'on compare ceux de l'Ontario et du Québec à ceux de pays de mêmes niveaux, pour la même année 1997, le niveau de vie de l'Ontario aurait été au niveau de celui de la Grèce, celui du Québec au niveau de celui de la Roumanie.

Doit-on se surprendre que les auteurs n'aient pas vu la contradiction de leur comparaison avec celle qu'ils proposent, deux pages plus loin (477), entre le Produit intérieur brut réel par habitant de chacune des trois mêmes régions pour la même année (1997)? Cette fois, cependant, les auteurs n'ont présenté que les chiffres absolus. S'ils avaient traduit ces chiffres en rapports centésimaux ils auraient découvert que le PIB réel par habitant de l'Ontario est à 79 % et celui du Québec à 65 % de celui de l'ensemble des quatre États limitrophes.

Il existe des indices d'efficacité («de performance», dirait peut-être le ministre Legault) de la prestation de deux services majeurs — la santé et l'éducation — rendus, au Canada, en grande partie par les gouvernements, aux États-Unis, par le marché; combinés au PIB réel par habitant, ils forment l'indicateur composite du développement humain (IDH). Depuis 1990, en effet, le Programme des Nations-Unis pour le développement (PNUD) utilise la notion de «développement humain» pour mesurer, de façon comparative, la performance socio-économique des pays de la communauté internationale (174, en 1997).

Les trois composantes de l'IDH sont: 10 la longévité (l'espérance de vie); 20 le savoir (taux d'alphabétisation des adultes et nombre moyen d'années d'étude); 30 le niveau de vie (le pouvoir d'achat déterminé par le PIB réel par habitant, pondéré par le coût de la vie, c'est-à-dire la parité du pouvoir d'achat). (PNUD, *Rapport sur le développement humain 1994*, New York, 199, p. 97).

L'IDH de l'année 1997, recensé dans le dernier rapport du PNUD (*Le développement humain 1999*, p. 134), place le Canada au deuxième rang pour l'espérance de vie (0,90), les États-Unis, au vingt-deuxième (0,86); pour le niveau d'éducation, le Canada est premier (0,99), les États-Unis, huitième (0,97); pour l'indicateur du PIB, le Canada arrive douzième (0,90), les États-Unis, deuxième (0,95). Au total de l'indicateur composite du développement humain, le Canada arrive au premier rang (0,932), les États-Unis, au deuxième (0,927). Voyez-vous ça?

Se pourrait-il que le niveau de taxation soit pour quelque chose dans l'explication de cette performance?

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle (science), Louise Leduc, Benoit Munger (responsable du site Web), Brian Myles (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (directeurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Hélène Baril, Claude Lévesque, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzeiti, Manon Cornélière (correspondantes parlementaires à Ottawa), François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Levesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Marie-Claude Petit (communiqué); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Marlène Côté, Anouk Hurbutt, Dominique Lavière, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, (publicitaires), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zaida. PROMOTION ET TIRAGE, Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Évelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Laperrère, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

SÉCURITÉ

SUITE DE LA PAGE 1

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) et à Environnement Canada des conseils sur les ressources réglementaires et scientifiques dont le gouvernement fédéral pourrait avoir besoin pour garantir l'innocuité des nouveaux produits alimentaires issus de la biotechnologie. Le rapport de plus de 250 pages sera dévoilé officiellement ce matin à Ottawa.

Le Canada aurait-il laissé le champ trop libre aux biotechnologies ces dernières années? En tout cas, les recommandations laissent entendre que le pays ne fait pas tout ce qu'il faut actuellement pour garantir la sécurité des aliments transgéniques. Le Groupe parle «d'émergence de sérieuses inquiétudes concernant l'affaiblissement des assises scientifiques de la réglementation du risque au Canada». Parmi les facteurs, les experts notent le conflit d'intérêts dans lequel sont plongés les organismes de réglementation (comme Santé Canada et l'ACIA) chargés à la fois de faire la promotion du développement de la biotechnologie agricole et sa réglementation. Les résultats scientifiques sur lesquels sont fondées les décisions en matière de réglementation sont confidentiels et empêchent toute transparence. Enfin, le Groupe souligne «les conflits d'intérêts importants et croissants au sein de la communauté scientifique engendrés par le climat entrepreneurial dans lequel baigne l'émergence de nouvelles technologies et par la prépondérance croissante des intérêts de l'entreprise privée dans la détermination des orientations de la recherche».

En conséquence, le comité d'experts recommande une série de mesures pour rendre le processus d'autorisation plus indépendant et transparent. L'analyse des résultats de tous les tests effectués sur les nouveaux organismes transgéniques devrait être revue «par un comité d'experts approprié et indépendants provenant de toutes les disciplines; ce comité serait tenu de rendre et de justifier leurs décisions dans un cadre public».

Le principe de précaution, auquel le Canada adhère, doit être mieux appliqué. En ce sens, «aucune nouvelle technologie ne doit être présumée sécuritaire en l'absence de fondements scientifiques fiables permettant de conclure à son innocuité». Dire qu'un produit génétiquement modifié est pratiquement tout à fait pareil à celui qui n'est pas transgénique ne suffit pas. «Une telle procédure réglementaire ne constitue pas une approche prudente qui requiert l'établissement d'une preuve d'innocuité». La possibilité de risques graves pour la santé humaine, de perturbations importantes et irréversibles des écosystèmes naturels ou d'une importante réduction de la biodiversité, doit entraîner «le recours aux meilleures méthodes scientifiques pour réduire l'incertitude associée à ces risques. L'approbation de produits présentant de tels risques devrait être reportée jusqu'à ce que l'incertitude scientifique soit ramenée à un niveau minimal».

Et ce ne sont pas seulement les organismes fédéraux de réglementation qui devraient faire preuve de plus d'indépendance et de transparence. Les chercheurs aussi sont dans la mire du comité. À ce sujet, le Comité consultatif canadien de la biotechnologie (CCCB) devrait se pencher sur «l'influence croissante des intérêts de l'entreprise privée et des intérêts commerciaux sur l'orientation de la recherche dans le domaine public». Des politiques gouvernementales favorisant la promotion de recherches indépendantes sur les risques de la biotechnologie agricole pour la santé et l'environnement et la protection de ces programmes de recherche devraient être proposés par le CCCB.

D'autre part, le comité d'experts se penche sur le cas des plantes et animaux transgéniques relâchés dans la nature. Il recommande particulièrement un moratoire sur l'élevage des poissons transgéniques en milieu aquatique, demandant que ces élevages ne se fassent qu'en vivier terrestre pour éviter que des poissons transgéniques ne se mélangent aux poissons sauvages. Les plantes auxquelles on a ajouté un marqueur génétique de résistance aux antibiotiques ne devraient plus être homologuées puisqu'il existe désormais des méthodes de rechange. De plus, les aliments génétiquement modifiés destinés à l'alimentation animale ne devraient être approuvés que si ceux-ci sont assujettis à des restrictions quant à leur utilisation à des fins d'alimentation humaine.

Et enfin, dernier élément mais non le moindre, les experts pressent les gouvernements fédéral et provinciaux de débloquer des fonds pour assurer la recherche et l'éducation universitaire en génomique, non seulement pour «doter le Canada de la capacité scientifique pour effectuer des évaluations indépendantes» mais aussi... «pour développer des technologies transgéniques».

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les petites annonces

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement no 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

MASQUES

SUITE DE LA PAGE 1

de la lune n'a pas encore été vue à Montréal.

L'*Odyssée*, l'adaptation du texte d'Homère proposée par Dominic Champagne et Alexis Martin a obtenu quant à elle trois prix, dont le convoité Masque du public. La pièce créée à Montréal et Ottawa en ouverture de la dernière saison repart aussi avec le prix de la meilleure Adaptation et le Masque de la contribution spéciale, remis à Réal Bossé «pour la chorégraphie des combats et des mouvements». La version scénique du voyage d'Ulysse a été financée par le Théâtre du Nouveau Monde, le Théâtre français du centre national des arts (Ottawa) et il va sans dire, la compagnie du metteur en scène Dominic Champagne.

Une autre pièce montréalaise, *La Cerisaie* d'Anton Tchekhov, remporte également trois prix: les deux Masques pour l'interprétation dans un rôle de soutien (Micheline Bernard pour le rôle féminin; Benoit Girard pour le rôle masculin) et le Masque pour la conception des costumes (remis à Luc J. Bédard). Le classique dirigé par Serge Denoncourt était coproduit par sa compagnie, le Théâtre de l'Opéra et le Théâtre du Nouveau Monde. Au total, le TNM est le grand gagnant institutionnel de la Soirée avec pas moins de six récompenses.

Viola Léger et Linda Sorgini, les comédiennes de *Grace and Glory*, de Tom Ziegler, présentée en versions française et anglaise au Théâtre du Rideau Vert et au Centre des arts Saydie Bronfman se partagent le Masque pour l'interprétation féminine dans un rôle principal. L'autre prestigieuse récompense individuelle, le Masque de l'interprétation individuelle revient à Vincent Bilodeau, pour son travail dans *La Fin de la civilisation* (de la série *Motel de Passage*) de George F. Walker, montée au Théâtre de Qu'Sou.

Le Menteur, de Corneille, dirigée par Martin Faucher pour le Théâtre Denise-Pelletier et le CNA a reçu le prix de la Production «Montréal», celui de la Production «Régions» allant à *La Dame aux camélias*, de

Pascal Brullemans, d'après Alexandre Dumas, fils, présentée aux Têtes Heureuses (Chicoutimi).

Dans la catégorie Production «Langue anglaise», le prix est arraché par *The Beauty Queen of Leenane* de Martin McDonagh, mise en scène par Ben Barnes, au Centaur. En plus, le Masque de la Révélation est accordé à un acteur de cette production, Joe M. Cobden.

Du côté des distinctions pour les productions destinées aux jeunes, la Soirée profite à *Tsuru* d'Anne-Marie Théroux, produite par Carbone 14 (Masque de la Production «Jeunes publics»), *La Jeune fille, la maman et la poubelle*, de Suzan Osten, du Stadsteatern Unga Klara (Suède), présentée dans le cadre du festival Les Coups de théâtre (meilleure Production étrangère) et *Partie de quilles chez la Reine de cœur*, de Jean-Frédéric Messier, pour le Théâtre des Confettis (Masque des Enfants Terribles, remis pour la première fois par le public).

Sans surprise, c'est *Pop-Corn* de Ben Elton, produit par le Théâtre Juste pour rire qui remporte le Masque de la Production «Théâtre privé» tandis que *Du Pépin à la fissure*, de Patrice Desbiens, produite par le Théâtre du Nouvel-Ontario (Sudbury) se démarque comme Production franco-canadienne.

Finalement, l'Académie a remis son prix hommage à Janine Sutto «pour l'ensemble de sa carrière».

Cette septième mouture était la première Soirée des Masques à bénéficier d'un nouveau système d'évaluation par des jurys, en remplacement des anciens collèges de pairs, qui avaient mené à un cafoillage en règle il y a deux ans. Au total, 147 productions de la saison 1999-2000 ont été inscrites en compétition par les producteurs eux-mêmes.

La septième Soirée des Masques présentée au Monument National de Montréal était diffusée hier sur les ondes de Radio-Canada. *Le Devoir* a pu consulter la liste des lauréats avant le gala comme on peut maintenant le faire sur le site Internet de l'Académie québécoise du théâtre (www.aqt.qc.ca).

ZEBDA

SUITE DE LA PAGE 1

jours de concerts d'ici au scrutin mais, surtout, des assemblées générales pour rédiger le programme. Car Motivé-e-s n'a pas de programme, sinon celui de redonner la parole aux citoyens dans le processus politique.

«On voulait que le programme naisse du débat», explique au *Devoir* Salah Amokrane, le frère de deux musiciens de Zebda et celui qui conduit la liste, tout en dirigeant le Tactikollectif, un groupe d'animation culturelle dans les quartiers populaires de la ville.

«Des groupes de travail se réunissent. On veut éviter que la parole des experts étouffe celle des citoyens», dit-il. On ne veut pas assener des vérités. La Ligue communiste révolutionnaire, avec qui Tactikollectif avait produit un disque de chants révolutionnaires justement intitulé *100 % Motivés* (des reprises du *Chant des partisans*, du *Temps des cerises*, de *Bella Ciao* et même de *La Cucaracha*) il y a quelques années, ne fait plus partie du réseau justement pour cette raison: «ils se croient détenteurs de la vérité universelle».

Il faut dire que la liste bénéficie de la popularité de Zebda, ce groupe «couscous-cassoulet» qui rassemble des musiciens d'origine kabyle et des Toulousains du terroir, qui ont grandi dans les quartiers du nord de la ville rose, 4^e ville de France, riche capitale régionale, avec qui ils ont fait, depuis une quinzaine d'années, de l'animation culturelle et de l'animation sociale. Le groupe, dont la musique mêle allègrement rock, raï, rap, reggae et chanson française, est connu au Québec pour ses concerts courus du Festival de Jazz, des Francophonies et du Festival d'été de Québec (prix Miroir en 1999).

Le phénomène fait jaser. Il y a dix jours, alors que nous étions sur place, *Libération* consacrait une double page et *Le Nouvel Observateur* sa une à ces drôles de révolutionnaires qui ébranlent la politique municipale dans une ville gouvernée tranquillement depuis 30 ans par la dynastie Baudis, père et fils, la Toulouse chantée jadis par Claude Nougaro, la ville de l'aérospatiale et du géant Airbus. Le maire sortant, l'ancien journaliste Dominique Baudis, vient

d'être nommé par Jacques Chirac à la présidence du Conseil supérieur de l'audiovisuel, l'équivalent de notre CRTV.

La liste regroupe tous les courants contestataires qui se donnent rendez-vous depuis quelque temps dans les rallies anti-mondialisation. L'avocate du militant-agriculteur-anti-OGM José Bové est sixième de liste, entourée de féministes, d'écologistes ou d'anciens syndicalistes (Magdy Cherfi, le soliste de Zebda, est 13^e; il n'a aucune chance de devenir conseiller municipal).

«On passe à l'action politique directe parce qu'on a atteint les limites de l'impact de notre association. On se rend compte que les structures politiques sont incapables de prendre le relais. Les structures politiques ne jouent pas leur rôle de produire du débat, et des débats desquels vont naître des projets.»

Pour l'heure, l'expérience va bon train. Mais son succès pourrait se transformer en cauchemar. Car Motivé-e-s fait face à un dilemme. Que fera-t-elle au deuxième tour? Va-t-elle se rallier à la liste socialiste-gauche plurielle conduite par François Simon, que les animateurs du Tactikollectif connaissent bien et apprécient, et s'assurer quelques sièges au conseil municipal en plus de donner une chance à la gauche de mettre fin à une gouverne de droite? Ou va-t-elle rester neutre?

«Il y a un net danger», dit Salah Amokrane. Une dynamique a été créée. Le défi consiste à maintenir la dynamique après les élections. Si notre ralliement à François Simon était interprété comme la preuve que nous sommes rentrés dans le rang, nous aurions perdu notre pari. Mais d'autre part, nous sommes Toulousains, nous subissons l'incurie de la droite depuis 30 ans et il y a une occasion de changer.»

Pour l'heure, le candidat de la droite, Philippe Douste-Blazy, ancien ministre et maire de Lourdes, mène avec 41 % des intentions de vote. Pour entrer au Capitole (la mairie), le socialiste François Simon doit fédérer toutes les gauches. Il fait à lui seul 23 %. L'appui des Verts (8 %) lui est acquis. Motivé-e-s et les autres partis d'extrême gauche recrutent ensemble pour le moment 21 % des électeurs.

XENAKIS

SUITE DE LA PAGE 1

Volontairement, j'use du présent. Prenez son nom qui commence par le X, symbole de la croix, de la symétrie, du début du commencement, symbole qui l'unit à Bach, alors que tous les points ramènent au centre. Les points, ceux des courbes et des équations; des grands glissandos qu'il note dans ses partitions entre les départs et les arrivées, de l'accumulation de notes qui rendent certaines pages «injouables». Des sons synthétiques qui toujours interrogent, jamais ne confortent — mais quel confort y a-t-il en un tel monde d'injustice? —, des masses, des lignes sonores.

La musique de Xenakis est et restera celle de la transcendance. Non pas au sens hérité du XIX^e siècle, mais à l'époque où la démocratie pénètre l'art. Démocratie au sens de partage du lieu, de la Cité de la musique. Tout de suite arrivé à Paris, frappant à la porte de Messiaen qui lui sera un mentor et un encouragement perpétuel, il se retrouve, lui qui sort des combats militaires, au combat esthétique, s'insurgeant contre le «totalitarisme sériel» de son environnement. C'est le début de la lente et irrésistible ascension de l'artiste vers sa liberté, accession à sa personnalité, lui qui, au travers de ses œuvres saura nous parler de notre propre désir de liberté.

Cela s'accomplit dans le dépassement. On ne compte pas le nombre d'œuvres (pas de pièces, de morceaux, de compositions; d'œuvres) qui exigent un travail quasi surhumain de l'interprète. Dans la foule de notes jetées sur le papier, on fait un choix car on ne peut tout jouer, nouvelle vision de l'interprétation qui donne à la vie de la musique un visage changeant et toujours reconnaissable. Un homme est toujours un homme, voilà l'aune de la musique.

On le retrouve sur tous les fronts, attaqué comme attaquant, chercheur-explorateur qui, lorsqu'il arrive au moment de grâce de la création, partage son bonheur sans compromission à ses idéaux. Les sources de l'Antiquité sont celles de la modernité, leur actualité sainte par les titres, à commencer par son véritable «opus 1», *Métastasis*, office de non au Boulevar *Martieu sans maître*. Le musicien en Xenakis dit non aux théories musicales; par l'ingénierie, l'architecture et l'informatique, il veut libérer la musique de ces carcans.

Le but: la voie nouvelle, celle d'aujourd'hui qui ne parle pas de demain en réminiscence, mais qui ouvre vers l'avenir avec conscience des origines. Qu'on aime ou pas, à l'écoute d'une œuvre de Xenakis on se sent toujours pris dans un cosmos; nul n'est tenu de se satisfaire du monde dans lequel il vit, aussi doit-il agir — et agir sur lui — s'il veut être libre. Voilà la grande leçon morale de la musique de Xenakis.

Pour ce faire, nouvelles sonorités, effets spéciaux, résonances, imagination et respect sont mis en branle, peut importe le média utilisé, du chœur à *cappella* à la formation mixte de grand orchestre et bande. Difficile cet art, certes, et ainsi remportant une adhésion peu commune. Comme pour le vrai poète, ce n'est pas l'objet en soi qui importe, c'est l'Ailleurs auquel il renvoie l'imaginaire par la grandeur d'âme. La musique est forgée à l'image de l'homme: la camaraderie, cette utopie des révolutionnaires qu'ils soient de 1789 à 1949, en passant par 1917 et 1848.

Cela devient aussi amitié, des gens comme Maryvonne Kendergi savent en témoigner mieux que quiconque. Dans son intimité, c'est l'homme simple «cette simplicité qui est la signature des plus grands, de ceux qui nous dominent tous par leur génie» et qui paradoxalement s'intéresse toujours à la communication à l'autre, avec l'autre.

Lors de ses passages ici, que ce soit au Conservatoire ou à l'Université de Montréal, Xenakis a marqué de nombreux compositeurs d'ici. De Gilles Tremblay à Walter Boudreau, de Michel Longtin à feu Serge Garant, tous furent «pris par le charisme de cet homme», redit avec émotion madame Kendergi, elle qui, dans le fond, n'a qu'un mot pour le définir: «extra-ordinaire», le considérant comme «parmi les plus grands, sinon le plus grand de sa génération».

Le souvenir à son importance, indéniable. L'homme nous quitte, sa musique nous reste, bâtie aux idéaux d'un Périclès rêvant d'une Acropole moderne, point de rencontre d'un dème global où la force de la musique et de l'artiste exaltent l'idéal. La véritable humanité, l'humanisme au sens premier soufflent par son œuvre entier. En «spécialiste», on peut parler de la méthode. En écoutant sa musique, les gloses s'effondrent, ruines sur lesquelles une vie libre nous aspire irrésistiblement. Les grands artistes ne meurent jamais.

PORC

SUITE DE LA PAGE 1

Québec, Clément Pouliot, prévoit que les critères d'octroi des subventions, assurances et aides diverses des régimes étatiques gérés par la nouvelle Financière agricole du Québec seront opérationnels «dans six mois», a promis le ministre, de façon à ce que les puissants incitatifs économiques soient en place dès l'été prochain.

Rémi Trudel a d'ailleurs promis que l'écoconditionnalité n'englobera pas uniquement les normes actuelles mais qu'il y aura de nouvelles exigences. La principale, a-t-il dit, imposera l'utilisation obligatoire de «rampes d'épandage», des appareils qui déposent les lisiers de porcs sur le sol ou tout près. Ces rampes vont reléguer à la casse les vieux gicleurs qui pulvérisaient en l'air à plusieurs dizaines de mètres les lisiers malodorants, ce qui décuplait les émanations et les rendait perceptibles à de grandes distances, pendant plusieurs jours. Aujourd'hui, certaines rampes ne se contentent pas de faire gicler les lisiers près du sol mais elles arrivent même à les injecter sous la surface, réduisant à quelques heures les mauvaises odeurs, qui sont par ailleurs potentiellement dommageables à la santé puisqu'elles dispersent dans l'air des bactéries pathogènes.

Pour le ministre Trudel, la signature d'une convention avec les producteurs de porcs prenait à la fois les allures d'un pacte de non-agression, d'une promesse de collaboration et le coup d'envoi, moins visible, d'une stratégie de marketing visant à stimuler les exportations de «porcs verts» québécois.

Le 20 décembre, le gouvernement déposait des amendements passés inaperçus à sa Loi sur la Financière agricole. Ils spécifient notamment que «le respect des normes environnementales doit être un des critères d'élaboration et d'administration des programmes, lesquels peuvent assujettir en tout ou en partie le versement de toute somme au respect par les producteurs de telles normes» (Article 26).

Dans le passé, l'introduction de règles beaucoup moins sévères a donné lieu à des manifestations houleuses sur la Colline parlementaire ou à des moyens de pression comme des barrages d'autoroutes. L'accord donné hier par les producteurs à la nouvelle règle — qui est sans précédent en Amérique par son universalité sur l'ensemble d'une industrie comme la production porcine — garantit non seulement au gouvernement qu'il n'y aura pas de contestation politique mais que cette règle est désormais jugée essentielle par les industriels de la production porcine eux-mêmes.

Pour le président des producteurs, cette contrainte constituera non seulement un «incitatif majeur» à la solution de plusieurs problèmes d'environnement mais sa mise en place rapide permettra à ses membres de participer à un plan de formation accéléré, ce qui leur permettra de ne pas s'exposer à perdre les bénéfices des programmes d'assurance-récolte et de sécurité du revenu.

Et, ajoute Clément Pouliot, si Québec «met en place les conditions financières permettant l'atteinte de cet objectif, les producteurs auront deux motifs supplémentaires pour concourir à l'atteinte des objectifs de cette nouvelle politique».

D'une part, dit-il, les nouvelles règles vont assurer un «équilibre réel» entre les producteurs. Une partie des 3500 producteurs porcs du Québec qui respectent déjà les normes en place estiment qu'ils ne doivent plus subir la concurrence déloyale des contrevenants, qui ruinent la réputation de toute l'industrie.

Mais derrière ses pétitions de principe en faveur de l'environnement se profile une stratégie d'exportations, inspirée notamment par les nouvelles exigences de pays importateurs comme le Japon. Ce dernier, a précisé hier le ministre Trudel, «veut qu'on lui détaille la manière dont le porc d'ici a été produit» en raison des exigences croissantes des consommateurs pour des viandes non seulement sécuritaires pour leur santé mais aussi produites dans des conditions acceptables pour l'environnement.

Le ministre s'apprête d'ailleurs à annoncer d'ici quelques semaines une politique sur la «traçabilité» des produits — hormones, antibiotiques, moules OGM ou à base de farines animales, etc. — qui auront servi à produire les animaux d'élevage vendus ici ou exportés. En prenant les devants par rapport aux Américains, qui tablent sur l'administration Bush pour se débarrasser de plusieurs normes environnementales, le Québec espère prendre une position dominante sur les nouveaux marchés de l'alimentation propre et sécuritaire, source d'une plus-value économique fort intéressante.

Le Devoir a voulu savoir si la nouvelle politique d'écoconditionnalité serait «jovialiste», selon le mot du ministre Trudel, en la confrontant à quatre enjeux environnementaux précis: par rapport à la production de «porcs au noir», c'est-à-dire en sus des certificats d'autorisation de l'Environnement; par rapport à la politique de protection des bandes riveraines, appliquée d'un bout à l'autre du Québec en milieu agricole aux dépens des cours d'eau; par rapport à la destruction croissante des derniers boisés de certaines régions agricoles pour créer de nouvelles superficies d'épandages et, enfin, par rapport à l'assèchement, aux mêmes fins, de milieux humides.

Le ministre Trudel a répondu «Oui!» aux quatre questions, à savoir que ces quatre enjeux seraient englobés par les règles de l'écoconditionnalité même s'il évoque la possibilité d'accommodements, comme le relèvement des certificats d'autorisation en contrepartie d'une alimentation des porcs qui respecterait les niveaux de rejets d'azote et de phosphore officiellement autorisés; l'ajout de pratiques agricoles pour renforcer la politique de protection des bandes riveraines et la protection des sols; et, sans vouloir interdire aux agriculteurs de «faire de la terre» pour de nouvelles productions, le ministre entend contrôler l'abattage de boisés aux seules fins d'augmenter les surfaces d'épandage, un problème, dit-il, tout comme l'assèchement des milieux humides, que Québec «ne peut éviter de résoudre».

Le ministre a par ailleurs précisé que son ministère ne veut pas se substituer à l'Environnement dans l'élaboration et le contrôle des politiques et des normes environnementales s'appliquant à sa clientèle: «Le rôle du MAPAQ, a dit-il, c'est de faire en sorte que les pratiques agricoles permettent au milieu de respecter les obligations présentes dans les normes environnementales.»

Dans le passé,
l'introduction
de règles
beaucoup
moins sévères
a donné lieu
à des
manifestations
houleuses